

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2160 - MARDI 11 NOVEMBRE 2014

13^e CAN de tennis
à Brazzaville

Une moisson faible pour les Congolais après la première journée



Une vue des compétiteurs à la cérémonie d'ouverture Photo Adiac

Si en version féminine deux Congolaises sur les trois concurrentes ont pu se qualifier pour l'étape suivante, chez les hommes, les cinq tennismen congolais montés hier sur l'arène ont subi la loi de leurs adversaires même s'ils res-

tent en course pour les matches de classement. La compétition se poursuit ce mardi par des confrontations individuelles (simples) en dames et messieurs avant les épreuves en doubles prévues l'après-midi. [Page 16](#)

DIALOGUE INTERGÉNÉRATIONNEL

Face-à-face entre des jeunes et les membres du gouvernement mercredi

« Il n'y aura pas de sujet tabou, pour que la voix des jeunes compte dans la gestion de la chose publique », a prévenu le ministre de la Jeunesse et de l'éducation civique, Ana-

tole Collinet Makosso, qui a annoncé hier la tenue de la deuxième édition du Dialogue intergénérationnel. Ce concept lancé l'année dernière a été accueilli avec enthousiasme par de nombreux

élèves, étudiants et sans-emplois. Il sera le menu principal de la dernière journée de la session inaugurale du Conseil national de la jeunesse ouverte hier à Brazzaville. [Page 5](#)

VIE SYNDICALE

La CSC souffle ses 50 bougies

Créée le 8 novembre 1964, la Confédération syndicale congolaise (CSC) a marqué d'une pierre blanche son demi-siècle d'existence à travers deux grandes cérémonies organisées, parallèlement, au Palais des congrès de Brazzaville et à la Bourse du travail de Pointe-Noire, le samedi 8 novembre.

L'occasion pour les leaders de l'ancienne et unique centrale syndicale du Congo de se remémorer les hauts et les bas de son combat, mais surtout les hauts : « Les 50 ans de la CSC, ce sont les dix congrès ordinaires, sept extraordinaires. C'est aussi l'élaboration et l'application des différents codes du travail et l'institutionnalisation de la politique salariale à travers le Salaire

minimum interprofessionnel garanti », a souligné le secrétaire général, Daniel Mongo.

[Pages 7 et 15](#)

ÉDITORIAL

Un pas en avant [Page 2](#)

INDUSTRIE

Les États-Unis intéressés par le secteur minier congolais

Face aux opportunités qu'offre le secteur minier en plein développement, les États-Unis envisagent d'explorer le sous-sol congolais pour accompagner le pays dans le processus de diversification de son économie essentiellement basée sur le pétrole. Reçue lundi par le ministre des Mines et de la géologie, Pierre Oba, l'ambassadrice des États-Unis au Congo, Stéphanie Sullivan, a exprimé sa disponibilité d'inciter les potentiels investisseurs américains à développer des activités minières au Congo.

[Page 3](#)

COMMERCE EXTÉRIEUR

La facilitation des échanges préoccupe les chargeurs africains

Des spécialistes africains en transport maritime, membres des Conseils nationaux des chargeurs, tiennent du 10 au 14 novembre à Brazzaville, leurs 7^{es} journées consacrées à l'analyse des problèmes qui minent la chaîne logistique des transports.

Organisées par le Conseil congolais des chargeurs, en collaboration avec l'Union des conseils des chargeurs africains, ces assises se fixent, entre autres objectifs, de positionner les Conseils des chargeurs comme acteurs majeurs de la facilitation des échanges. « Le thème de cette édition permettra aux acteurs du commerce extérieur de nos États de s'imprégner des exigences et des avantages de la démarche de facilitation des échanges telle que prévue par les accords de l'Organisation mondiale du commerce (...) », a précisé le ministre congolais des Transports, Rodolphe Adada, à l'ouverture des travaux. [Page 3](#)

ÉDITORIAL

Un pas en avant

La position prise dimanche soir par le Bureau politique du Parti congolais du travail a sans doute déçu ceux qui, au sein du pilier de la majorité présidentielle, sont résolument favorables à une révision, voire même à un changement de la Constitution. Mais elle est sage, raisonnable, réfléchie. Et, de ce fait, cette position peut contribuer à l'instauration d'un débat apaisé sur la question fondamentale de la modernisation de nos institutions.

Tout en chargeant un comité de réflexion d'étudier comment pourrait être menée à bien cette modernisation indispensable, le PCT précise, en effet, que celle-ci ne devra pas s'effectuer au terme d'un affrontement politique mais, bien au contraire, à l'issue d'un dialogue constructif dont les concertations d'Ewo et de Dolisie ont donné le coup d'envoi. Si l'on comprend bien le message que délivre le communiqué rendu public dimanche soir, le PCT propose à la classe politique de discuter calmement de l'avenir en évitant de se lancer dans des polémiques destructrices.

Étant convaincus depuis le départ que le débat sur la révision ou le changement de la Constitution ne pourra pas être évité, mais qu'il doit porter sur les questions de fond et non sur des points de détail, il nous semble que cet appel au dialogue a toutes les chances d'être entendu. Entendu non seulement par les dirigeants des grandes formations politiques telles que l'Upads et le Mcddi, mais également par les tenants de l'opposition radicale qui s'efforcent jusqu'à présent d'exister en adoptant des positions aussi brutales qu'irrationnelles et pourraient trouver dans ce dialogue le moyen d'expression qui leur manque.

Alors que le Congo a retrouvé la paix et la sérénité, l'instauration d'un débat collectif sur les défis de ce temps et les réponses institutionnelles qui peuvent leur être apportées nous permettraient de franchir une nouvelle et décisive étape sur la voie du progrès. Contrairement aux apparences, il n'a rien d'utopique comme le démontre la position prise par le PCT.

Voyons maintenant si l'opposition saura saisir la main qui lui est ainsi tendue.

Les Dépêches de Brazzaville

DÉBAT SUR LA CONSTITUTION

La CNCR se prononce pour «une solution politique»

La dynamique patriotique du Congo, le Parti du peuple et le Mouvement pour la réorganisation nationale et la démocratie, ont réuni leurs forces afin de créer la Convention nationale du centre républicain (CNCR), présidée par Frédéric Lahouya. Cette plateforme a été mise sur pied le 7 novembre à Brazzaville.



Les dirigeants de la Convention nationale du centre républicain

Déterminé à renforcer l'action pour l'épanouissement des partis du centre, ce groupement de partis entend faire le contre-poids du pouvoir en formulant « des critiques objectives et constructives ». « La Convention nationale du centre républicain a été créée afin de doter cet espace d'un nouvel instrument de combat politique conséquent, efficace et compétitif. Nous sommes déjà organisés à tout mettre en œuvre en vue de participer activement et de façon réaliste à toutes les batailles électorales à venir », a souligné le président de ce groupement de partis. Pour y parvenir, les fondateurs de cette plateforme

politique comptent sur l'activisme de ses militants.

À la faveur de la sortie officielle, la CNCR s'est exprimé sur l'actualité politique nationale marquée par l'appréciation du processus électoral ainsi que la préoccupante question du changement ou non de la Constitution du 20 janvier 2002. « Le changement d'une Constitution est tributaire de l'évolution du temps. Chaque Constitution est élaborée en tenant compte d'un contexte donné, dans le temps, et avec le temps lorsqu'on s'aperçoit que cette Constitution présente ses limites. Il n'est pas exclu que les intelligences s'asseyent afin de voir comment

faut-il recadrer la Constitution en rapport avec les exigences de l'heure. Vu que le changement de la loi fondamentale est une question extraconstitutionnelle donc, une solution politique s'impose », a déclaré Frédéric Lahouya.

Et de conclure : « Nous espérons contrairement à ce qui se passe au Burkina-Faso, le peuple congolais ainsi que ses dirigeants, feront preuve de grandeur en vue de privilégier l'intérêt supérieur de la nation et les acquis républicains de paix, de démocratie et de concorde nationale ».

Josiane Mambou Loukoula

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse

Secrétariat : Raïssa Angombo

COMITÉ DE DIRECTION

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama

Assistante : Leslie Kanga

Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout

Secrétaire des rédactions adjoint :

Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou

Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) / Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),

Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaïne Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo

Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault

Chef d'Agence : Nana Londole

Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordonateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya

n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa

- RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)

Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,

Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle

Responsable coordination et communication :

Rose-Marie Bouboutou

Directrice du Développement : Carole Moine

RÉDACTION DE PARIS

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma

Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des

annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia

Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsi-

gnet, Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moum-

belé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de

service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck

Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola

Service pré-presses et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Émilie Moundako Éyala (chef de service),

Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole

Biantomba, Epiphane Mozali

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila),

Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta,

Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle

Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel

Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma

Assistante : Laura Ikambi

23, rue Vaneau - 75007 Paris - France

Tél. : (+33) 1 40 62 72 80

www.lagaleriescngo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepechesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,

République du Congo / Tél. : (+242) 05

532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle

Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau

75007 Paris / Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

COOPÉRATION

Les Américains s'intéressent au secteur minier congolais

À l'instar de plusieurs autres nationalités exerçant au Congo dans le secteur minier, les Américains sont désireux d'accompagner le pays dans ce domaine, qui occupe une place importante dans le processus de diversification économique.

Stephanie Sullivan, ambassadrice des États-Unis d'Amérique au Congo, s'est entretenue le 10 novembre avec le ministre des Mines et de la géologie, Pierre Oba, sur la question.

Les deux personnalités ont fait un tour d'horizon des potentialités et opportunités qu'offre le secteur des mines solides, sur lequel le Congo compte pour les prochaines années, notamment dans les perspectives de diversification de son économie.

« C'est une activité importante au sujet de laquelle madame l'ambassadrice est venue glaner des informations pour nous aider à intéresser les investisseurs américains. Qu'est ce qui se fait réellement au Congo? quelles sont les principales potentialités du secteur minier? Nous avons eu cet échange et nous lui avons donné rendez-vous dans quelques années lorsque nous aurons fini l'opération d'inventaire qui est en cours avec ASPERBRAS », a expliqué Pierre Oba, justifiant aussi la médiatisation de cette vi-

site. En effet, Stephanie Sullivan servira de canal aux potentiels investisseurs américains intéressés à développer des activités minières au Congo. « (...) sur les opportunités existantes et à venir; comment pourrait-on attirer les Américains dans le secteur minier par rapport à la diversification de l'économie, en dehors du secteur pétrolier? », s'est également interrogée madame l'ambassadeur.

La cartographie des mines, le potentiel minier, les zones identifiées où peut se développer ce secteur d'une façon très responsable en tenant compte de tous les intérêts, sont entre autres questions évoquées.

S'agissant de la cartographie minière, un travail est en cours. La diplomate pense que le Congo a de la matière, et en tant que partenaire, une sensibilisation à l'endroit des sociétés américaines s'avère importante pour la leur faire découvrir.

L'interlocuteur du ministre des mines et de la géologie a souligné l'existence des sociétés américaines au Congo à l'exemple d'une minoterie à Pointe-Noire et de l'éco-tourisme. Par contre, dans le secteur minier, le processus est long et nécessite une sensibilisation bien conduite qui déboucherait sur des manifesta-

tions d'intérêt.

Par ailleurs, la problématique de l'environnement liée à l'exploitation minière n'est pas restée en marge de l'entretien. En effet, les mines sont un secteur où l'environnement est directement touché en mettant en place toutes les installations pour la prospection, la recherche et l'exploitation. Pierre Oba a pour cela rassuré l'ambassadeur sur les dispositions prises par les autorités congolaises à travers des lois, des normes. Aucun projet, précise-t-il, ne s'est fait sans études d'impact environnemental. Car, cette question est essentielle.

Le défi majeur du ministère est de promouvoir le secteur minier qui a une place importante dans la politique de diversification de l'économie. Le secteur des mines solides a sa feuille de route avec des sous-défis : la création d'emplois, le recul de la pauvreté, etc. « Nous avons voulu vous montrer que c'est une dimension qui n'est pas négligée. Chaque fois qu'il y a un ambassadeur au Congo, c'est leur initiative, leur programme de rendre visite aux principales autorités du pays dont les ministres. Nous les avons toujours reçus (...) certes cela se fait sans bruit », a conclu Pierre Oba.

Nancy France Loutoumba

ÉCONOMIE FORESTIÈRE

Le ministère se dote d'un site internet

Le site internet: <http://www.mefdd.cg> du ministère de l'Économie forestière et du développement durable a été lancé officiellement le 7 novembre, après présentation du site web au ministre de tutelle, Henri Djombo, dans la salle de conférence de la préfecture de Brazzaville.

Il a été conçu par le consultant international Ferid Baklouti en collaboration avec le Projet forêt et diversification économique (PFDE) ainsi que le ministère. Ce site permettra de mettre à la disposition du public les activités du sous-secteur forêt, faune, développement durable et bien d'autres.

Le site est composé de deux parties portant notamment sur les informations institutionnelles et les informations destinées au public. Parmi les rubriques que compte ce site, figurent, le développement durable, les aires protégées, la galerie photo et plusieurs pages d'informations précises.

La cérémonie a été ponctuée de présentations notamment du

projet PFDE faite par le directeur de la communication et de la vulgarisation, Aurélien Taty ; du site par le consultant international Ferid Baklouti et de riches conseils du ministre Henri Djombo destinés aux personnes chargées d'alimenter le site.

Le consultant a préféré appeler ce site: « portail du ministère » car selon lui, le contenu des informations à diffuser est énorme. Le portail se différencie du site internet du point de vue de la nature des informations destinées au public cible. Le directeur de la communication et de la vulgarisation, Aurélien Taty a rappelé que le Projet PFDE est un projet du gouvernement congolais, financé par la Banque mondiale. Il a été approuvé par le Conseil d'administration de la Banque mondiale le 24 mai 2012, pour un montant de 10 millions de dollars américains, cofinancé à hauteur de 22,6 millions de dollars américains par le Congo.

Il vise à renforcer les capacités opérationnelles du ministère, à appuyer la direction de la communication et de la vul-

garisation du ministère dans l'élaboration de la stratégie et du plan de communication du ministère par la mise en exécution de sa stratégie et ses plans annuels de communication.

Après toutes ces présentations, le ministre Henri Djombo a remercié l'expert. Il a rappelé que le ministère disposait d'un site en 1998, logé au Cameroun. Exhortant ceux qui auront la charge d'alimenter le site, il a indiqué: « Sans journaliste sans information, pas de journalisme. Faites fonctionner le site en apportant la vraie information afin que ceux qui ont la charge de l'alimenter l'actualisent ».

En conclusion de ses propos, le ministre a interpellé la conscience des animateurs du site au sujet des pratiques politiques et tribalistes dans les lieux de service. « J'insiste sur ce comportement parce que nous allons vers un travail rigoureux pour lequel il faut s'armer de capacité, de bonne foi et de compétence en vue de faire de ce site une réussite ».

Lydie Gisèle Oko

JOURNÉES DU CHARGEUR AFRICAIN

Les spécialistes planchent sur la facilitation des échanges

Les 7^{es} journées du Chargeur africain se sont ouvertes le 10 novembre à Brazzaville, sous le thème : « Les Conseils nationaux des chargeurs, acteurs majeurs dans la facilitation des échanges ». L'occasion permettra aux spécialistes africains en charge du commerce extérieur maritime, d'approfondir des réflexions en vue de promouvoir le commerce extérieur au sein du continent.

Plus de 200 participants (acteurs du secteur maritime, spécialistes et gouvernants) venus de divers pays d'Afrique, vont réfléchir jusqu'au 14 novembre prochain, sur la problématique des échanges commerciaux interafricain par voie maritime.

L'ambition des Etats africains étant de créer une dynamique commerciale digne et capable de contribuer efficacement au développement tout entier. « Le thème de cette édition permettra aux acteurs du commerce extérieur de nos Etats de s'imprégner des exigences et des avantages de la démarche de facilitation des échanges, tel que prévu par les accords de l'OMC. Il devrait également nous emmener à comprendre le rôle que les conseils des chargeurs doivent jouer dans le processus de son développement dans nos pays », a souligné le ministre congolais des transports, de l'aviation civile et de la marine marchande, Rodolphe

Adada, ouvrant les travaux.

Ces assises visent des objectifs bien précis. D'abord, de libérer le déplacement physique et opérationnel des produits sur tous les marchés et dans tous les pays, tout en optimisant les contrôles effectués par les pouvoirs publics.

Il s'agit également de souligner l'importance de la facilitation des échanges dans le développement des Etats africains ; d'identifier les avantages de la facilitation des échanges entre les chargeurs et les pouvoirs publics.

Ces assises qui sont organisées dans un contexte marqué par une dynamique de croissance des échanges au plan international, visent surtout à analyser les goulots d'étranglements présents sur la chaîne logistique des transports en Afrique afin de proposer des mesures et actions de promotion de ce secteur.

Plusieurs sous-thèmes seront développés durant ces cinq jours de travaux, par des sachants. Il s'agit entre autres: le cadre juridique de la facilitation des échanges modérateurs ; cadre international de la facilitation, comprendre l'accord de l'OMC sur la facilitation des échanges ; la facilitation des échanges par le développement des infrastructures et équipements.

Ces assises sont organisées par le Conseil Congolais des Chargeurs (CCC), de concert avec l'Union des conseils des chargeurs africains (UCCA).

Firmin Oyé

ACCORD DE PARTENARIAT ÉCONOMIQUE

Les experts décident d'accélérer les négociations

Réunis le 7 novembre à Brazzaville, à l'occasion de la session du comité ministériel, les ministres d'Afrique centrale, en charge des négociations de l'Accord de partenariat économique avec l'Union européenne, devront accélérer le processus de négociations afin de garantir la signature de ce texte dans les meilleurs délais.

L'Accord de partenariat économique (APE) est un projet de marché commun que les pays-membres de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cemac) entendent mettre en œuvre pour promouvoir la libre circulation des biens et des personnes au sein de la sous-région. La réunion de Brazzaville, qui s'est tenue sous la houlette du président de la commission Cemac, le Congolais Pierre Moussa, a permis aux experts de la sous-région d'évaluer à mi-parcours, l'exécution des orientations ministérielles adoptées à Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC), sur le processus de négociations des APE entre l'Afrique centrale et l'Union européenne (APE).

« Ce comité ministériel nous a permis de faire le point de l'exécution des orientations de Kinshasa mais, aussi d'apprécier, à juste titre, les propositions techniques formulées par nos experts sur les différents sujets en négociations », a souligné le ministre congolais du Commerce et des approvisionnements, Claudine Munari.

Au terme des travaux, qui ont permis également d'apprécier à juste titre, les propositions techniques émises par les experts sur les différents sujets en négociations, les participants ont formulé quelques recommandations. Lesquelles portent entre autres, sur la nécessité pour ces experts d'accélérer les négociations, en vue de permettre la signature dans un délai raisonnable, de ce nouvel accord de partenariat économique avec l'Union européenne.

Un accord une fois conclu qui, prendra en compte deux volets essentiels: la libre circulation des biens et personnes au sein de la sous-région, avec l'ambition de créer une zone de libre-échange entre l'Union européenne et l'Afrique centrale ; favoriser les mesures d'accompagnement qui devront aussi aboutir à la mise en œuvre d'un programme régional ambitieux.

Ce dernier volet vise aussi à renforcer les capacités économiques de la zone d'Afrique centrale, afin qu'elle produise davantage et puisse exporter sur le marché européen.

F.O.



REPUBLIQUE DU CONGO

PROJET D'APPUI A LA DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE (PADE)

Cofinancement Congo/Banque Mondiale
Tél: [00 242] 05 513 60 43/06 668.24.31/ 05 568 87 06



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 022-MEPATI-PADE-CPM2014

Relatif au recrutement d'un Consultant national en Développement des Petites et Moyennes Entreprises (PME)

1-OBJET

Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu, auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA), un crédit de cofinancement dans le cadre du Projet d'Appui à la Diversification de l'Economie (PADE), qu'accompagne le groupe de la Banque mondiale. Dans le cadre de l'exécution dudit projet, l'Unité de Coordination du Projet recrute un Consultant national en Développement des Petites et Moyennes Entreprises (PME).

2 - PROFIL RECHERCHE (Qualifications académiques et professionnelles) :

- Etre détenteur au moins d'un Diplôme d'Etudes supérieures (de niveau Bac+5) en Gestion, Marketing, Finance, Economie du développement, ou dans un domaine apparenté ;
- Avoir au minimum dix (10) ans d'expérience dans une entreprise privée d'envergure nationale ou internationale dont cinq (05) ans à un poste de responsabilité managériale dans les domaines de gestion, marketing ou finance. L'expérience au poste de Directeur général de PGD ou de VP sera un plus ;
- Avoir une expérience de travail avec les projets financés par les bailleurs de fonds est un atout, notamment avec la Banque Mondiale, ou la société financière internationale ;
- Avoir une bonne connaissance des critères de classement de Doing Business du Groupe de la Banque Mondiale et de la problématique de l'entrepreneuriat au Congo, voire en Afrique subsaharienne, souhaitée ;
- Avoir une expérience avérée en implémentation de stratégies de développement du secteur privé et d'entrepreneuriat ;
- Avoir des interactions avec des groupements ou associations du secteur privé ;
- Avoir une bonne connaissance du cadre institutionnel et légal régissant le

secteur privé congolais ;

h. Avoir une bonne connaissance des problématiques de la formation professionnelle ;

i. Avoir une grande capacité de communication interpersonnelle et excellente capacité rédactionnelle exigée.

3- PROCEDURES DE SELECTION DU CONSULTANT

L'expert sera sélectionné en accord avec les procédures définies au chapitre V des Directives de la Banque Mondiale « Sélection et Emploi des consultants par les emprunteurs de la Banque Mondiale de janvier 2011.

4- CONSTITUTION DE DOSSIERS ET DEPOT DE CANDIDATURE

Les dossiers de candidatures (lettre de motivation, CV, copies des diplômes, certificats de travail ou tout autre document justifiant la formation, références concernant l'exécution de contrats analogues etc.) sont à déposer au plus tard le jeudi 27 novembre 2014 aux adresses indiquées ci-dessous.

5- RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires relatifs à cet avis à manifestation d'intérêt pourront être obtenus au siège du projet sis 05 et 06 Rue Isaac Locko/ Secteur Blanche Gomez ou par courrier électronique adressé à pade.pacadec@yahoo.fr.

Brazzaville le 07 novembre 2014

Le Coordonnateur du PADE

Joseph MBOSSA



REPUBLIQUE DU CONGO

PROJET D'APPUI A LA DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE (PADE)

Cofinancement Congo/Banque Mondiale
Tél: [00 242] 05 513 60 43/06 668.24.31/ 05 568 87 06



AVIS À MANIFESTATION D'INTERET N° 021-MEFPPPI-PADE-CPM 2014

Relatif au recrutement d'un Consultant national chargé de l'identification des donneurs d'ordre et sous-traitants

Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu, auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA), un crédit de cofinancement dans le cadre du Projet d'Appui à la Diversification de l'Economie (PADE), qu'accompagne le groupe de la Banque Mondiale.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet, l'Unité de Coordination procède au recrutement d'un Consultant national chargé de l'identification des donneurs d'ordre et sous-traitants.

I - PROFIL (Qualifications académiques et professionnelles) :

- Etre titulaire d'au moins un diplôme (Bac +4) en marketing, gestion, commerce ou économie ;
- Avoir une expérience d'au moins 03 ans dans le secteur privé dans une compagnie ou en tant que consultant de préférence dans les secteurs couverts par le PADE (Agrobusiness, transformation du bois, transport logistiques, BTP, hôtellerie-tourisme) dans des fonctions relatives au développement commercial, à la gestion de la chaîne d'approvisionnement, à la formation de partenariats stratégiques et techniques;
- Avoir une expérience en développements de partenariats de sous-traitance est un plus ;
- Avoir une bonne maîtrise du français ;
- Avoir une bonne capacité à rédiger des rapports.

III- PROCEDURES DE SELECTION DU CONSULTANT

Le Consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies au chapitre V des Directives de la Banque Mondiale « Sélection et Emploi des consultants par les emprunteurs de la Banque Mondiale de Janvier 2011.

IV- CONSTITUTION DE DOSSIERS ET DEPOT DE CANDIDATURE

Les dossiers de candidatures (lettre de motivation, CV, copies des diplômes, certificats de travail ou tout autre document justifiant la formation, références concernant l'exécution de contrats analogues etc.) sont à déposer au plus tard le jeudi 27 novembre 2014 aux adresses indiquées ci-dessous.

V- RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires (TDR notamment) relatifs à cet avis à manifestation d'intérêt pourront être obtenus au siège du projet sis 05 et 06 Rue Isaac Locko, Secteur Blanche Gomez ou par courrier électronique adressé à pade.pacadec@yahoo.fr.

Fait à Brazzaville le 07 novembre 2014

Le Coordonnateur

Joseph MBOSSA

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

□ « Je suis l'un des plus chauds partisans de la Cour pénale internationale. Il s'agit non seulement de punir ceux qui ont failli, mais aussi de dissuader les autres d'agir de même. J'ai d'ailleurs été le premier chef d'État au monde à ratifier le statut de cette Cour. »

Abdou Diouf, ancien président du Sénégal, secrétaire général de l'Oif, L'Express N°3302 du 15 octobre 2014

□ « Je n'ai pas de leçons à donner à qui que ce soit, mais j'ai peut-être parfois, des expériences à partager ».

Zéphirin Diabré, opposition burkinabé, RFI, 4 novembre 2014

□ « L'Europe doit être un refuge sûr pour tous ceux qui sont persécutés, ceux qui ne peuvent pas vivre dans la paix et la sécurité »

Martin Schulz, président du Parlement européen (Parti social-démocrate d'Allemagne), Libération, 18 mai 2014

□ « Rien de pire en politique que de s'entêter et rien de plus précieux en politique que le pragmatisme. »

Christophe de Voogd, (France) Agrégé et docteur en histoire, enseigne l'histoire des idées politiques & Sciences Po, Le Figaro, 26 juin 2014

SESSION INAUGURALE DU CNJ

La 2^e édition du dialogue intergénérationnel inscrit à l'ordre du jour

La session inaugurale du Conseil national de la jeunesse (CNJ-Congo) se tient du 10 au 12 novembre à Brazzaville. Parmi les points soumis au débat, figure l'échange entre quelques membres du gouvernement et les conseillers venus des douze départements du pays et la diaspora.



Le présidium des travaux/credit photo Adiac

Après la première édition organisée les 26 et 27 février, en marge de la 3^e édition de la Conférence générale de la jeunesse, les jeunes Congolais seront le 12 novembre face à certains ministres ciblés par le ministère de la Jeunesse et de l'Éducation civique. Selon le ministre Anatole Collinet Makosso, il s'agit d'un haut lieu pour débattre de l'action du gouvernement, de sa gestion et des valeurs à défendre ensemble. Ces échanges se poursuivront, a-t-il annoncé, le 23 novembre, lors des 3^e journées citoyennes à l'Université Marien-Ngouabi. « L'occasion vous est donnée de poser aux membres du gouvernement des questions utiles à la pertinence de l'action gouvernementale. Vous débattrez ainsi de toutes les préoccupations des jeunes qui vous suivront en direct à la radio et à la télévision pour qu'ils soient convaincus de ce qu'au Congo, il n'y a pas de sujet tabou et que la voix des jeunes compte dans la gestion de la chose publique. Ce qui les détournera des voies séditionnelles et sulfureuses vers lesquelles ont tendance à les entraîner certaines forces rétrogrades », a indiqué le ministre de la Jeunesse. Il a également rappelé que la mission du CNJ, dans la mise en œuvre de la politique du gouvernement en faveur de la jeunesse, consistait à donner des réponses quant à sa façon de contribuer aux côtés des

pouvoirs publics. Il s'agit aussi de permettre aux autres jeunes de développer leurs talents, leurs compétences, leur imagination et de participer dans la paix, le civisme et la discipline, à la consolidation de la démocratie et à la construction nationale. Anatole Collinet Makosso a ensuite rappelé aux participants que cette session inaugurale se tenait dans un contexte où le peuple congolais est engagé dans un débat portant sur la nécessité et l'opportunité de la réforme des institutions du pays. « Il ne s'agit là que d'un débat normal, inhérent à la nature et à la vie des hommes qui réfléchissent chaque jour sur les choix à prendre dans leur quête du bonheur, du mieux-être. C'est dire que cette réflexion nationale qui s'impose à notre temps et en marge de laquelle vous ne saurez rester, doit être menée dans la paix, la tolérance, en respectant le point de vous de l'autre car, s'il y a des gens qui perçoivent la nécessité de réformer nos institutions, il y en a aussi d'autres qui n'en jugent pas l'opportunité », a-t-il expliqué. Outre le dialogue intergénérationnel, les participants vont adopter le plan d'action du CNJ ainsi que son budget ; suivre une formation en gestion axée sur les résultats et en renforcement de capacités sur la vie d'association. Les conseillers vont aussi examiner les documents de leur organisation

et mettre en place des commissions spécialisées.

« **Le temps des plaintes est passé, c'est le temps de l'action** ».

Faisant le bilan à mi-parcours du bureau qu'il préside depuis sept mois, le président du CNJ-Congo, Bersol Exaucé Ngambili Ibam, a indiqué que cette structure n'a pas dormi sur ses lauriers, en dépit de la non-tenue de la session inaugurale. Elle a, au contraire, multiplié des efforts pour mener des actions en faveur des jeunes et développé des partenariats avec certaines représentations diplomatiques installées au Congo. « La session inaugurale n'est pas un champ de bataille, encore moins une explosion du moi, de l'égo, mais plutôt un espace d'échange et de débat sur les questions qui minent la jeunesse congolaise », a-t-il précisé. Selon lui, un peuple qui n'investit pas dans sa jeunesse ne mérite pas son avenir. Le temps des plaintes est, a-t-il déclaré, passé, c'est le temps de l'action. « Seule la lutte libre et nous lutterons de jour comme de nuit pour l'épanouissement du CNJ et un statut juridique qui favorisera l'autonomisation de notre structure. Chers jeunes, le changement c'est toi et moi, personne d'autre ; à nous d'agir et aux aînés de créer des conditions pour le développement du potentiel des jeunes », a conclu Bersol Exaucé Ngambili Ibam.

Parfait Wilfried Douniama



Institut Africain de
Perfectionnement et de
Renforcement des Capacités

INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 / +242 06 992 04 91
E-mail : inscription@iprc-training.org
Site web : www.iprc-training.org
BP: 537 Brazzaville - République du Congo

FORMATION – CONSEIL – ASSISTANCE TECHNIQUE

Une Expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise à Brazzaville des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez- nous aux numéros indiqués ci-dessus ou par email.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DURÉE	COÛT	PERIODE
EP01	Gestion efficace des archives et classements	5jrs	400 000 FCFA	17 au 21 novembre 2014
EP04	Assurer la fonction d'assistant(e) de direction : Perfectionnement	3jrs	400 000 FCFA	1 au 3 Décembre 2014
GMP08	Comment répondre efficacement à un appel d'offres des marchés ?	5jrs	500 000 FCFA	8 au 12 Décembre 2014
GMP02	Passation des marchés publics (Travaux, fournitures et services)	5jrs	500 000 FCFA	15 au 19 décembre 2014

AVIS DE RECRUTEMENT

Restaurant ILYS, cherche plongeurs, serveurs, serveuses et commis de cuisine qualifiés. CV et lettre de motivation à déposer au 918, rue Moulenda plateaux des 15ans/Brazzaville Téléphone : 06 618 88 19

PARCELLE À VENDRE

Parcelle à vendre sur l'avenue de France à l'angle de l'avenue Marien Ngouabi à coté du marché Poto-Poto 520 m² contenant un (1) dépôt et une (1) quincaillerie. Tél : 06 656 49 44 / 04 412 41 56

NÉCROLOGIE



Le président de la mutuelle « Les amis de la Muqata » à la profonde douleur d'annoncer aux membres de la Muqata, aux sympathisants et aux clients du restaurant Patou, le décès du membre Simon Zibe, survenu le 31 octobre 2014 au CHU de Brazzaville. La veillée a lieu derrière

l'usine d'eau de Djiri. La présence de tous les membres est obligatoire. L'inhumation aura lieu le vendredi 14 novembre 2014 au cimetière du Centre-ville.

EN MEMOIRE

Le temps qui passe ne peut effacer ni la douleur, ni le souvenir d'un être cher.

11 novembre 2010 – 11 novembre 2014, voici 4 ans.

Jour pour jour que Mme Bakatoula Guy Morlin née Claire Annette Longary « Adoucha » nous a quittée.

En cette date commémorative, son époux Guy Morlin Bakatoula et les enfants: Guy Vincent, le Prince Bastien, Sainte Agnès Luxia et Lux Anatoli Bakatoulab se souviennent encore d'elle notamment les journalistes C.N.R.T.V « tout va rester » c'est une immense détresse.

Que toutes les personnes qui l'ont connue et estimée ont une pensée pieuse pour sa mémoire. A cet effet des messes d'actions de grâces seront dites le mardi 11, 12, 13, 14 et 15 à 6h00 et le dimanche 16 à 10h00 à l'Eglise Sainte Marie de Ouenzé et à la Cathédrale Sacré Cœur de Brazzaville, pour le repos de son âme.

« Sache que tu vis en nous, ce vide dans nos cœur ne sera jamais comblé »



IN MEMORIAM

11 novembre 2011 – 11 novembre 2014 Il y a trois (3) ans, il a plu à Dieu de rappeler à lui notre affectueuse fille, la nommée Midio – Pireté Kim Bertina ancienne élève du collège Javouhey.

La famille Midio s'associe à tous ceux l'ont connue d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire, informe que du 11 au 16 novembre 2014 seront dites les messes pendant les cultes de 6h15 en l'église Saint Esprit de Moungali et Jésus Ressuscité de la Divine Miséricorde du Plateau des 15 ans.

Que son âme repose en paix.



ÉDUCATION

La méthode Florès Gong Nota pour une meilleure initiation à l'écriture dans les écoles

Le taux des échecs constatés au niveau des élèves, tant du primaire que du secondaire constitue une préoccupation de l'heure dans les systèmes éducatifs des pays africains où l'écriture comme base fondamentale de l'enseignement nécessite une meilleure assimilation aussi bien par les apprenants que par les enseignants. Face à cette problématique, Gong-Nota Moussa propose la méthode Florès Gong Nota un concept dont il est l'initiateur. Il évoque aux Dépêches de Brazzaville son intérêt dans les systèmes éducatifs en Afrique.

Les Dépêches de Brazzaville : Vous êtes le concepteur de la méthode Florès Gong Nota, pourquoi avoir mis en place ce concept ?

Gong Nota T. Moussa: Ce concept Gong Nota vient à partir d'une problématique qui se pose au niveau du vécu quotidien. Entant que membre de la communauté éducative et étant très proche des enseignants et des élèves, j'ai constaté qu'il y avait un sérieux problème qui en effet était la cause des échecs scolaires dont l'une des parties de ces problèmes identifiés, c'était la base fondamentale de l'enseignement qui est l'écriture.

LDB : Est-ce dire que l'écriture n'est pas bien assimilée dans nos écoles africaines ?

GNTM: De manière générale, les difficultés de l'écriture se présentent dans tous nos États. Elles sont réelles et l'apprentissage de l'écriture proprement dite n'est pas suffisamment structuré parce que l'enseignement de l'écriture n'est pas bien appréhendé. Si cela était bien appréhendé, on ne devrait pas avoir cette difficulté dans les universités et voir que les élèves ne puissent pas se relire ; ce qui prouve qu'il y a des difficultés au niveau de la base pour la simple raison que l'enseignement de l'écriture n'est pas bien élaboré. Avec la méthode Flores, il devient scientifique comme les mathématiques et tel qu'élaboré à partir des quatre signes nous obtenons toutes les lettres de A à Z en majuscule, en minuscule et tous les chiffres.

LDB : Pensez-vous que votre méthode a déjà porté ces fruits au niveau de votre pays ?

GNTM: Cette méthode a déjà porté les fruits au niveau du Cameroun où nous sommes très avancés dans la vulgarisation ; malgré des petites difficultés que nous rencontrons, les résultats sont éloquentes. Dans d'autres pays par exemple au Tchad nous le lançons au mois de décembre, au Sénégal il y a un comité technique qui est en train de travailler sur la méthode. Au Maroc, il y a des écoles qui l'ont déjà adopté et les enseignants essayent de se mettre à la méthode tandis qu'au Bénin, nous avons une introduction qui va très bien.

LDB: Vous envisagez étendre



Gong Nota Moussa, initiateur du concept Florès Gong Nota.

ce projet dans beaucoup des pays africains, est ce dire qu'il est mené en partenariat avec le ministère de l'Éducation de votre pays où bénéficiez-vous d'un soutien des organismes pour sa mise en œuvre ?

GNTM: Ce projet ne bénéficie d'aucun soutien des organismes mais l'État camerounais, dans le cadre de sa vulgarisation et en amant de la phase pilote que nous avons lancée, a mis sur pied un cadre avec les fonctionnaires et les inspecteurs pédagogiques du ministère de l'Éducation pour encadrer le processus de vulgarisation. Cependant nous bénéficions d'un encadrement du ministère de la Recherche et de l'innovation bien qu'il soit timide, il y a des signaux et certaines personnes sont intéressées à la méthode.

LDB : Êtes-vous prêts à travailler avec le secteur privé aussi ?

GNTM: Nous sommes prêts, disposés à travailler avec les écoles privées et publiques. Il y a une forte sollicitation des partenaires privés tel qu'au Tchad, par exemple, nous avons enregistré pas mal des commandes des manuels et outils didactiques pour près de cent écoles tchadiennes. Ici au Congo Brazzaville, nous avons rencontré certaines écoles privées qui sont intéressées à ce projet. Ils nous ont demandé de lancer la formation le plus tôt possible

LDB : Avez-vous déjà pris attache avec le ministère congolais de l'Enseignement primaire et secondaire ?

GNTM: Nous avons introduit le projet auprès du ministère de l'Enseignement primaire et secondaire qui a été très réceptif avec une réaction très bonne. Nous avons eu deux séances de travail avec les responsables du ministère et de l'INRAP et nous sommes en train de mettre sur place les pourtours d'une collaboration éventuelle. Mais avec les promoteurs privés nous sommes déjà en train d'élabo-

rer directement le programme de formations.

LDB : Une fois les contacts élaborés, quel sera la prochaine étape au niveau de Brazzaville ?

GNTM: Au niveau de Brazzaville, c'est à l'Etat de nous dire ce que nous devons faire. La démarche est-elle que nous devons organiser un séminaire avec tous les responsables afin de susciter un débat scientifique avec les chercheurs du ministère autour de la méthode pour savoir à quel niveau se trouve la problématique.

LDB: Disposez-vous également des manuels didactiques aux établissements afin qu'ils s'approprient la méthode Flores ?

GNTM: Nous avons des manuels que nous apportons au-delà des quatre signes de base pour la facilitation de l'écriture. Nous enseignons aux formateurs cette méthode. Ces manuels sont destinés aux élèves depuis la pré-maternelle jusqu'à ceux du CM2 et sont écrits en anglais et en français, avec des logiciels d'apprentissage qui sont mis à la disposition également des parents et des apprenants qui pourront aussi l'acheter et l'installer dans leurs ordinateurs pour apprendre à l'enfant à bien écrire où à jouer selon le concept.

Nous sommes en train d'élaborer le prototype qui est en rodage parce que le contenu est en attente de finalisation avec les interfaces. De même, nous sommes en train de mettre sur pied une tablette qui sera totalement dédiée à la méthode avec un contenu uniquement méthode Florès.

LDB : Auriez-vous une autre préoccupation ?

GNTM: Juste lancer un appel à la grande famille éducative de l'Afrique à s'unir pour que nous améliorions ce concept, car c'est à nous de trouver les solutions à nos problèmes.

Propos recueillis par Guy-Gervais Kitina et Rosalie Bindika

COMMÉMORATION

La CSC célèbre les acquis de son combat

Placé sous le thème « 50 ans de vie et d'existence : le capital d'une expérience syndicale », le cinquantenaire de la Confédération syndicale congolaise (CSC) a été célébré à Brazzaville le 8 novembre 2014. Pour la 51^{ème} fois de leur histoire les doyens se sont associés aux nouveaux responsables et adhérents pour marquer cette journée spéciale de leurs empreintes.

Lors de son allocution, le secrétaire général de la CSC, Daniel Mongo, a défendu le bilan de la CSC qui, selon lui, a été marqué par des hauts et des bas. Clair et sans équivoque, il a déroulé les avancées obtenues et a indiqué le nouveau cap. Daniel Mongo a mis en avant les joies, les tristesses ainsi que les échecs qu'a connus l'organisation. En outre il s'est prononcé sur certains points notamment les victoires remportées. Au bout de compte, ce sont surtout les acquis de son combat qui restent marqués par la conscience collective. D'après lui, la CSC reste un syndicat incontournable, un syndicat de référence, de renommée nationale et internationale. En rappel, le secrétaire général de la CSC a relevé quelques prouesses réalisées par l'organisation, le rôle qu'elle a joué dans la transformation de la société congolaise, notamment dans l'amélioration des

conditions de vies et de travail, la cristallisation des consciences et l'unité nationale des Congolais. Il a ensuite dressé le bilan des luttes qui, dira-t-il « comporte de nombreux faits positifs au profit des travailleurs. En effet, les 50 ans de la CSC, ce sont les 10 congrès ordinaires et 7 extraordinaires dont 3 de l'ère démocratique. Les 50 ans de la CSC, c'est aussi l'élaboration et l'application des différents codes du travail ; l'institutionnalisation de la politique salariale à travers le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG et SMAG), etc. ». « La CSC existe toujours. La CSC n'a pas failli à sa mission. Elle continue de défendre les intérêts des travailleurs, évidemment en tenant compte des différents contextes que connaît notre pays », a fait savoir l'un des doyens à l'issue de cette cérémonie festive, Jean Michel Bokamba Yangouma.

L'autre temps fort était la remise des diplômes aux adhérents méritants de la CSC. Ceux qui ont fourni plus d'efforts dans l'accomplissement de leur devoir. La cérémonie s'est achevée dans une ambiance festive autour d'un cocktail partagé en toute convivialité.

Guillaume Ondzé

SOLIDARITÉ

Des kits scolaires pour des élèves albinos

L'Association SOS enfants vulnérables a offert, le 8 novembre à Massengo, dans le 9^{ème} arrondissement de Brazzaville, Djiri, des kits scolaires composés, entre autres, de cahiers, sacs et stylos aux enfants albinos

Selon la chargée de la communication de cette ONG regroupant les albinos, Evelyne Moniangoumbou Essaba, cette donation permet aux élèves, surtout ceux qui n'avaient pas encore de fournitures scolaires de renouer avec le chemin de l'école. Créée en décembre 1986, l'Association SOS enfants vulnérables s'est fixée, entre autres objectifs, la défense des droits et des intérêts des albinos. « L'objectif de notre association est d'aider nos amis albinos parce que nous sommes rejetés par la société, par l'Etat, par nos parents. Aujourd'hui, lorsque vous mettez au monde un enfant albinos, parfois le mari te répudie ou bien la famille te rejette. Nous disons que, quand un parent met au monde un enfant albinos, ce n'est pas un enfant à rejeter ; on ne sait pas ce que l'avenir nous réserve, c'est un enfant qui a des droits comme les autres », a déploré Evelyne Moniangoumbou Essaba.

Elle a, par ailleurs, demandé au gouvernement de considérer aussi les albinos car lorsqu'on parle des personnes vivant avec handicap, il ne s'agit pas seulement des aveugles, des sourds. « Dans les personnes



Evelyne Moniangoumbou Essaba remettant des kits scolaires aux albinos/crédit photo Adiac

vivant avec handicap, les albinos sont plus rejetés », a-t-elle dénoncé.

Rappelons qu'en 28 ans d'existence, SOS enfants vulnérables a, à son actif mené plusieurs activités en faveur des albinos. Parmi lesquelles, on peut citer la distribution des produits pharmaceutiques pour l'entretien de la peau. « L'albinos a toujours des problèmes de peau, des yeux. C'est pourquoi, nous avons pensé créer l'association pour qu'on puisse aider nos frères et nos sœurs albinos », a conclu Evelyne Moniangoumbou Essaba.

Parfait Wilfried Douniama



MÉDECIN CHEF (H/F)

Contexte :

Le Parc National d'Odzala-Kokoua (PNOK), situé au nord-ouest de la République du Congo, couvre une superficie de 1.354.600 hectares et comprend plus de 100 clairières, des populations de gorilles et d'éléphants. Depuis 2011, le PNOK est géré par la Fondation Odzala-Kokoua, organisation créée suite à l'accord de partenariat signé entre AfricanParkset le Gouvernement du Congo pour le financement et la gestion durable de ce Parc durant une période de 25 ans.

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des travailleurs du PNOK et de la population riveraine autour du parc, le Service Relations et Développement Communautaire du Parc aimerait améliorer les services de santé à Mbomo, au siège du quartier générale du parc, ainsi qu'établir un service de santé mobile qui assure des services de santé dans les villages périphériques du parc. Pour mettre en place et gérer cette structure la Fondation Odzala-Kokoua, disposant des structures opérationnelles (Conseil d'Administration et Unité de gestion) recherche Un(1) médecin chef.

Lieu d'affectation :

Quartier Général du Parc à Mbomo

Date du commencement du travail :

Le plus vite que possible, au plus tard mid-Janvier 2015

Missions

Sous la supervision générale du Directeur du Parc et la supervision directe de la Coordinatrice Volet Relations et Développement Communautaire, le titulaire du poste exécutera les tâches suivantes :

- 1) Mettre en place un service de santé mobile avec une base à Mbomo, y inclus un laboratoire ;
- 2) Gérer les structures mentionnés sous 1) ;
- 3) Examinations et traitement des patients
- 4) Tenir un registre avec des dossiers des patients;
- 5) S'occuper de l'approvisionnement des médicaments.
- 6) Formation des capacités des employés en termes d'amélioration de la qualité des soins
- 7) Renforcement des capacités des communautés locales dans le domaine

de la santé (prévention, diagnostic et traitement)

- 8) Supervision d'autres employés de cette structure ;
- 9) Tenir à jour un dossier de statistique de santé ;
- 10) Elaboration des rapports d'activités à la fin de chaque mois, trimestre et année ;
- 11) Toutes autres tâches considérées comme faisant partie du service par la Coordinatrice du volet Relation et Développement Communautaire ou la Direction du Parc ;

Profil recherché

- Diplôme en Médecine;
- Diplôme laborantin ;
- Expérience d'au moins trois ans ;
- Savoir faire les transfusions sanguine et autre;
- Savoir administrer les traitements antidotes ;
- Savoir mener des enquêtes socio-économiques ;
- Avoir des bonnes connaissances en informatique ;
- Être un bon communicateur ;
- Connaissance de la culture locale du Nord Congo ;
- Maitriser le Lingala ;
- Des langues autres que le Lingala parlé par les Communautés autour du Parc est un avantage ;
- Maitriser l'anglais est un avantage
- Les femmes sont encouragées à postuler.

Dossier de candidature

Les candidats intéressés par le présent avis de recrutement doivent fournir les dossiers comportant :

- 12) Une lettre de motivation ;
- 13) Un CV détaillé ;
- 14) Copies certifiées des diplômes et attestations ;
- 15) Les Attestations de travail des différentes postes occupées.

Les dossiers de candidatures doivent être adressés jusqu'au 16 Novembre 2014 à l'adresse mail suivante : oliviar@african-parks.org

NB : seuls les candidats présélectionnés seront convoqués pour les interviews. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.

Actualité en bref

République Centrafricaine: les autorités sollicitent la levée partielle de l'embargo sur le diamant

Il s'est ouvert ce lundi 10 novembre à Guangzhou, au sud de la Chine, la réunion plénière du processus de Kimberley, régime international de certification des diamants bruts qui vise à mettre fin au commerce des «diamants de sang»

La RCA a été suspendue de ce mécanisme en mai 2013, ce qui a bloqué les exportations légales de diamants centrafricains. Les autorités veulent demander la levée, au moins partielle, de cet embargo qui pèse sur les recettes fiscales du pays.

Par ailleurs, la suspension de la Centrafrique du processus de Kimberley n'a pas permis d'arrêter la circulation des diamants de la guerre. L'économie des pierres précieuses est simplement devenue souterraine et le trafic illégal vers les pays voisins a explosé.

Nigeria : l'Etat de Borno tombé aux mains de Boko Haram

La secte islamiste Boko Haram aurait fait fuir au moins 300 soldats qui se seraient réfugiés au Niger voisin. Les combats ont éclaté le 6 novembre et ont été d'une rare violence, poussant des milliers d'habitants à traverser la rivière qui fait office de frontière avec le Niger.

La Chine organise le sommet de l'Apec

Ce sommet annuel du forum de coopération de l'Asie-Pacifique (Apec) va se pencher sur des projets parfois concurrents d'élargissement et d'approfondissement du libre-échange régional. En marge du sommet, le président américain Barack Obama et le Chinois Xi Jinping se retrouveront pour une série de rencontres. La Maison-Blanche a promis « des conversations franches et approfondies ».

De l'autre côté, Xi Jinping et Vladimir Poutine se sont engagés à renforcer leur collaboration, avant de signer plusieurs accords, dont un dans le domaine énergétique entre les géants, russe Rosneft et Chinois CNPC.

Ce sommet sera suivi de celui des pays de l'Asie du sud-est (ASEAN) en Birmanie puis du G20 à Brisbane, en Australie.

Yvette Reine Nzaba

LUTTE CONTRE EBOLA

Des hommes d'affaires africains s'engagent à débloquer 28 millions de dollars

Pour contribuer à la lutte contre l'épidémie Ebola, des hommes d'affaires africains se sont engagés à donner 28 milliards de dollars, soit 12 milliards 600 millions de francs Cfa. L'enveloppe servira à alimenter un fonds d'aide qui sera gérée par l'Union africaine(UA) et la Banque africaine de développement (BAD).

L'annonce de cet appui des investisseurs africains, a été faite à Addis-Abeba par l'Union africaine (UA). Cet argent va aider à la fourniture des équipements du personnel médical qui travaille d'arrache-pied à stopper la propagation de la maladie. Laquelle touche principalement trois pays de l'Afrique de l'Ouest, à savoir la Guinée, le Liberia et la Sierra Leone. Selon le dernier bilan de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) rendu public le vendredi 7, l'épidémie Ebola a fait 4.960 morts dans 8 pays, sur 13.268 cas enregistrés.

Le personnel de santé paie un très lourd tribut avec 311 morts sur 549 infections dans l'ensemble des pays concernés. L'ampleur de l'épidémie et les croyances traditionnelles ont poussé plusieurs malades à fuir

les hôpitaux, alors que d'autres n'y sont pas admis en raison d'une saturation des centres d'accueil.

Dans le cadre de sa mission consistant à protéger les agents de santé et les patients contre la transmission de la maladie à virus Ebola et à assurer leur sécurité, l'Organisation mondiale de la santé a mené à bien un examen formel des directives relatives aux équipements de protection individuelle (EPI) à destination des agents de santé. Ces directives mises à jour, visent à clarifier et à normaliser quelques options d'EPI qui sont sûres et efficaces afin de protéger les agents de santé et les patients. L'objectif est également de donner des informations concernant l'achat de stocks d'EPI dans le cadre de la flambée actuelle de maladie à virus Ebola.

Les directives sont fondées sur un examen des preuves concernant l'utilisation des EPI lors des soins aux patients chez qui la contamination par la maladie à virus Ebola est suspectée ou a été confirmée. Le groupe chargé de l'élaboration des directives, mis sur pied par l'OMS, était composé d'un large éven-

tail d'experts issus des pays développés et en développement, ainsi que d'organisations internationales comme les Centers for Disease Control and Prevention des États unis, Médecins sans frontières, Infection Control Africa Network, etc.

Par ailleurs, la communauté internationale mise actuellement sur des vaccins expérimentaux dont des milliers de doses pourront être disponibles début 2015 pour contenir le fléau. En attendant ces vaccins, les organisations internationales, les institutions financières et certains États se déploient pour combattre le virus Ebola.

Le Fonds monétaire international (FMI) par exemple a approuvé récemment une enveloppe supplémentaire de 130 millions de dollars en faveur des trois pays les plus touchés par cette épidémie de fièvre hémorragique : Guinée, Liberia et Sierra Leone. Ces pays bénéficient déjà des plans d'aide du FMI. La Banque mondiale a quant elle, octroyé le mois dernier, une aide de 400 millions de dollars afin d'équiper les structures sanitaires en charge de lutter contre l'épidémie.

Fiacre Kombo(Stagiaire)





Assurances et Réassurances du Congo

Nous vous accompagnons pour tous vos besoins en assurances.

ASSURANCE AUTOMOBILE ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT

ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE

ASSURANCE MALADIE ASSURANCE TOUS RISQUES (Chantiers, Montages et Essais)

ASSURANCE VOYAGE ASSURANCE INCENDIE

ASSURANCE TRANSPORT ASSURANCE MULTI-RISQUES HABITATION

ASSURANCE GLOBALE BANQUE ASSURANCE SCOLAIRE

ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU

Protégez votre entreprise dès maintenant!



Promotion spéciale

Ordinateurs portables acer

> Acer Aspire E1-570



Spécificités

- * Intel Core i5-3337U, Système Windows 8
- * 1.8 GHz with Turbo Boost up to 2.7 GHz
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **479.000** TTC

> Acer Celeron (Couleur Rouge)

> Acer Celeron (Couleur Grise)



Spécificités

- * Intel Celeron, Processor (2.2 GHz), Windows 7
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **265.000** TTC

> Acer Aspire V5-131



Spécificités

- * Intel Celeron
- * Système d'exploitation Windows 7
- * 2 GB DDR3 Memory, 320 GB HDD
- * 11.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **259.000** TTC




Avenue Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, City-center, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
Tel: 00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - Courriel: info@terratech-cg.com - Web: www.terratech-cg.com












JEAN-YVES OLLIVIER

« Il faut pouvoir activer la volonté de paix chez ceux qui s'opposent militairement »

Mardi 23 septembre, la toute nouvelle Maison de l'Afrique, située au nord de Central Park à New York, a invité la Brazzaville Foundation for Peace and Conservation à venir se présenter via la projection du documentaire Plot for Peace

Née au mois de février dernier, cette fondation œuvre pour la réconciliation et la paix entre États et partis via des méthodes inspirées de celles qui ont abouti à la signature des Accords de Brazzaville le 16 décembre 1998. Plot for Peace, en français Complot pour la paix, retrace et dévoile les coulisses des négociations de ce « complot » orchestré par l'homme d'affaires Jean-Yves Ollivier qui a rendu possible la libération de Nelson Mandela, la fin de l'apartheid et l'apaisement de l'Afrique australe. Le documentaire, réalisé par Mandy Jacobson et Carlos Agullo, revient sur cette épopée et donne les clés pour comprendre l'action de la Brazzaville Foundation for Peace and Conservation. Rencontre à New York avec Jean-Yves Ollivier, co-fondateur de la Brazzaville Foundation for Peace and Conservation.

Les Dépêches de Brazzaville : Comment est née la fondation ? À quel constat répond-elle ?

Jean-Yves Ollivier : La Brazzaville Foundation for Peace and Conservation vient d'une idée du président Sassou-N'Guesso qui a mûri et éclot au moment des 25 ans des Accords de Brazzaville. La méthodologie et l'esprit de ces accords méritaient d'être transposés et mis en place dans le cadre d'une fondation œuvrant pour la paix entre partis et États. Quels sont les processus de fonctionnement et les champs d'action ? Ce n'est pas une fondation qui fait du

papier, réunissant des personnalités pour discuter ou faire des constats. Cette fondation proactive s'inspire des Accords de Brazzaville et de tout le processus qui y a abouti, soit des négociations secrètes qui ont pris des années. Par nature, le secret et la confidentialité seront donc des garanties que nous allons offrir aux protagonistes concernés. Nous ne ferons pas de publications ni de rapports d'étapes. Seuls seront informés les membres fondateurs et les éminentes personnalités de la fondation. Nous communiquerons une fois que les résultats seront là.

Quelles sont les personnalités liées à la fondation ?

Le président Sassou-N'Guesso m'a demandé de l'assister, de participer à son animation et de lui donner de l'efficacité. Nous comptons comme l'un des fondateurs impliqués le Sud-africain Dr Mathews Phosa, ex-membre de la branche armée de l'ANC et l'un des fondateurs des bases de la nouvelle Afrique du Sud. Phosa a d'autre part été extrêmement actif dans les négociations, envoyé personnel du président Mandela pour négocier la paix au Burundi, à Ceylan, en Irlande du Nord et récemment encore avec les nouvelles autorités irakiennes. C'est un homme qui a une grande expérience des négociations de paix, et sa réputation est au-dessus de tout soupçon. La fondation peut donc tout de suite commencer à travailler puisqu'elle a en moi et en la personne de Mathews Phosa l'expérience des négociations de paix et de réconciliation. Nous comptons avec nous le prince Michael de Kent, membre de la famille royale d'Angleterre, et avons le support d'un certain nombre de politiciens de renommée internationale, de diplomates, de chefs

d'entreprise et de dignitaires respectés. Vont se joindre à nous un ou deux prix Nobel de la Paix : je pars à Atlanta où se réunissent, sous l'égide de la fondation Carter, tous les prix Nobel de la Paix. Nous avons déjà été contactés par certains d'entre eux qui souhaitent s'impliquer. La fondation est composée de « names », c'est-à-dire de gens d'une réputation internationale incontestable liée à la paix. Il y aura également un cercle d'hommes d'affaires, séparés des fondateurs, qui donneront assistance dans les contacts et les accès nécessaires à ces négociations de paix. Le président Sassou-N'Guesso sera consulté en permanence, et je n'ai aucun doute que lorsque ce sera nécessaire il exercera sa connaissance pour nous aider dans les négociations.

Comment la fondation est-elle financée ?

Nous attendons de ces hommes d'affaires éminents une aide pour la faire vivre. La fondation va également fonctionner grâce à des donations attendues d'États, d'institutions et d'individus qui veulent participer à cet effort de paix.

Le siège est enregistré en Angleterre, à Londres. Pourquoi ?

La fondation est enregistrée en Angleterre sous une forme de « charity ». La législation anglaise est la plus stricte pour les fondations : chaque année un comité réévalue son action et lui redonne, ou pas, le titre de « charity ». Nous avons donc choisi l'Angleterre d'abord pour cette raison, pour le respect d'une parfaite transparence, sans aucune crainte d'être remis en question. La fondation agit dans le sens d'une charité, de façon altruiste et sans aucun inté-

rêt. Le prince Michael de Kent a reçu du Conseil de la Reine l'autorisation de devenir l'un des fondateurs animateurs de la fondation. La fondation sera présente à Kensington Palace.

Où iront vos champs d'actions ?

Nous comptons opérer partout dans le monde, et beaucoup en Afrique où les conflits méritent d'être suivis. Jusqu'à maintenant, lorsqu'il y a des conflits internes et des guerres civiles, la panacée est d'envoyer des armées, soit de nations, soit des Casques bleus. On se rend compte de la limite de ces Casques bleus : si on regarde la République démocratique du Congo, il y a eu 16 000 hommes présents en treize ans, et la situation s'est figée sans porte de sortie. Et je ne parle pas de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Centrafrique ou du Mali... Les présences militaires sont nécessaires pour arrêter le tourbillon des guerres civiles, mais ce n'est pas suffisant pour réconcilier et construire l'avenir en commun.

Dans quelles mesures les États sont-ils prêts à discuter ?

C'est difficile de faire discuter des États, mais les individus sont certainement aptes à le faire. On a affaire à des êtres humains, et la nature humaine fait que l'on préfère la paix à la guerre. Il faut pouvoir activer cette volonté de paix chez ceux qui s'opposent militairement et leur donner les garanties qu'il y a un futur, que la paix est quelque chose qui peut engager un avenir positif plutôt qu'une bataille perpétuelle.

Y aura-t-il des événements en marge de vos actions ?

Il y aura probablement quelques événements, des opérations de levées de fonds, on ne sait pas encore sous

quelle forme. Pour l'instant, la fondation sera présente, elle doit se faire connaître. Nous sommes actuellement et jusqu'en octobre aux États-Unis. Nous avons été invités à l'occasion de l'assemblée générale des Nations unies à la Maison de l'Afrique à New York, également invités par le Black Caucus à Washington, à Atlanta par le Centre Carter où encore à Los Angeles à l'occasion du sommet des jeunes leaders. Lors de ces manifestations, nous projetons Plot for Peace, présenté comme support de la fondation. Nous avons comme objectif d'être amis avec d'autres associations œuvrant pour la paix afin de travailler en commun.

Le concept de la Brazzaville Foundation for Peace and Conservation est-il inédit ?

À ma connaissance, oui. À part la Communauté de Sant'Egidio qui est une communauté religieuse et une fondation pour la paix extrêmement efficace : elle a notamment fait la paix au Mozambique. Sa limite dans le monde d'aujourd'hui est qu'elle est religieuse, liée à l'Église catholique romaine. En cela, elle est un peu mise de côté dans certains conflits qui sont malheureusement religieux. Pour autant, nous souhaiterions collaborer avec cette fondation dont nous avons beaucoup à apprendre car elle a une grande expérience. Nous l'avons approchée. C'est un exemple, il y a aussi beaucoup d'associations d'éducation, de réflexion se présentant comme des fondations pour la paix, et c'est nécessaire.

Mais il y en a peu qui sont actives sur le terrain. Ce sera le cas pour la Brazzaville Foundation for Peace and Conservation.

Propos recueillis par Morgane de Capèle

ENVIRONNEMENT

Plus de 4.000 arbres plantés par la communauté chinoise

Les Chinois vivant au Congo ne sont pas restés indifférents lors de la Journée nationale de l'arbre. Environ 4.200 plants d'arbres ont été plantés samedi par les membres de cette communauté de Brazzaville, dans la réserve foncière de l'État à Bambou-Mingali, à environ 50 km au nord de la capitale congolaise. Composés essentiellement d'eucalyptus, ces plants ont été réalisés sur une superficie de trois hectares, attribués à la Chine par le Programme national d'afforestation et de reboisement (PRONAR), dans le cadre de la campagne de plantation d'arbres avec les institutions nationales et les partenaires de la République du Congo, lancée le 6 novembre.

L'ambassadeur de Chine au Congo, Guan Jian, qui apprécie l'initiative des autorités congolaises dans la préservation de l'environnement, a indiqué que la communauté chi-



noise de Brazzaville veut, à travers ce geste, accompagner les efforts des autorités congolaises dans sa politique nationale de reboisement. «C'est une bonne chose que d'accompagner les activités de reboisement du peuple congolais à travers le territoire national, c'est une bonne idée qui mé-

rite d'être soutenue par ce que le planting des arbres pourra favoriser le développement de nouvelles industries», a déclaré le diplomate chinois.

«Nous sommes très heureux que l'ambassadeur ait mobilisé ses compatriotes pour venir faire ce geste avec nous, planter ces trois

hectares avec la communauté chinoise et les membres de l'association Congo First Chine», a pour sa part indiqué la coordinatrice du PRONAR, Rosalie Matondo. «Comme vous savez, la Chine avait déjà dans un passé récent apporté du matériel de renforcement de capacités tech-

niques au PRONAR, pour lui permettre de bien travailler et qui vont permettre au projet de réaliser 1.000 hectares de plantation sur une superficie totale de 2000 hectares», a-t-elle témoigné à cet effet.

Lancé en novembre 2011 en vue de promouvoir l'économie verte et de participer à la lutte contre les changements climatiques, le Pronar prévoit de réaliser entre 2011 et 2020 un million d'hectares de plantations forestières sur le territoire congolais, en associant les collectivités, les communautés locales, le secteur privé, les familles, les particuliers, la société civile y compris les congrégations religieuses, disposant d'un capital humain énorme.

En rappel, c'est près de 14.000 arbres qui ont été plantés le 6 novembre sur l'ensemble du territoire congolais.

Xinhua

BANGUI

Discordance au sein du Mlcj

Le torchon brûle entre l'un des mouvements de l'Ex-Séléka. Les leaders du Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice (Mlcj) demandent à Abakar Sabone, le fondateur de cette faction de cesser de parler à leur nom. Selon eux, bien que président fondateur, il a démissionné du mouvement depuis 2011.

« Nous constatons qu'il y a des gens là-bas à Bangui qui parlent au nom du mouvement alors qu'ils n'ont ni la qualité ni la légitimité de le faire. Abakar Sabone et Euloge Koï ne sont plus en contact avec les combattants, pourtant actifs sur le terrain. Ce n'est pas bien qu'ils parlent à leur nom », a commenté Gilbert Toumou Bea.

Gilbert Toumou a indiqué que c'était le 4 juin dernier, lors d'une assemblée générale, tenue à Bi-

rao que lui ont été confiées les rênes du mouvement. Pour Nordine Mahalba, porte-parole du Mlcj, Abakar Sabone en est certes le président fondateur, mais il s'est retiré en démissionnant depuis 2011.

« Abakar Sabone a démissionné du mouvement et a créé un parti politique. Le dossier est actuellement au ministère de tutelle pour la reconnaissance. Il a désigné Euloge Koï comme représentant du mouvement au G7 Siriri, groupe des signataires de l'accord de cessation des hostilités », a expliqué Nordine.

Et d'ajouter : « il faut regarder la réalité en face et être franc au lieu de tourner autour du pot en collaborant avec des gens qui n'ont aucun contact avec les combattants sur le terrain. Nous autres, sommes sur le terrain », a poursuivi Nordine Mahalba.

Le secrétaire général de la faction rebelle, Euloge Koï se dit surpris par la demande de sa démission car selon lui, tout avait été fait pour que la concorde règne au sein du mouvement. « C'est vrai qu'au départ il y a eu des brailles entre les combattants et le président Sabone. En tant que secrétaire général, j'ai pris mes responsabilités en leur parlant. Si aujourd'hui, il y a une autre crise, cela échappe à ma connaissance », a dit Euloge.

Le Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice (Mlcj) est un groupe rebelle, créé par Abakar Sabone. Le groupe est également signataire de l'accord de cessation des hostilités de Brazzaville le 23 juillet dernier et siège actuellement au sein de la Commission pour le suivi de l'accord de Brazzaville (COSAB).

Une campagne de dépistage du VIH à l'endroit des déplacés de l'aéroport

L'Association nationale des jeunes-femmes actives pour la solidarité (Anjfas) a lancé ce samedi une campagne de dépistage volontaire en faveur des femmes enceintes et celles qui sont en âge de procréer. Il s'agit d'une continuité des activités du projet de prévention de la transmission du VIH parent-enfant, avec l'appui de l'UNICEF en partenariat avec le ministère de la Santé.

« Nous avons ciblé des femmes, celles qui sont enceintes et celles qui sont en âge de procréer. Mais les hommes ne sont pas exclus. Nous avons mis en place un mécanisme de suivi et d'orientation de ceux qui seront dépistés po-

sitifs. Ils vont être orientés dans les centres de prise en charge les plus proches », a indiqué, Jean Aser Ngaïssona, chargé de suivi et évaluation à l'Anjfas.

Fred, habitant sur le site de l'aéroport Bangui M'Poko, se propose de se faire dépister. « Je suis venu avec ma femme car depuis six ans, nous n'avons pas fait le test de dépistage. Comme elle est enceinte, c'est l'occasion ».

Cette campagne reprend après un moment de suspension, suite aux dernières violences dans la capitale. Elle se fait en même temps que des séances d'accompagnement psychosocial et divers conseils pour ceux qui se sont fait dépister.

OBO

La population marche pour la paix

Une marche pour la paix a été organisée le week-end dernier dans la ville d'Obo (sud-est). Une activité qui s'inscrit dans le cadre de la consolidation de la paix et de la cohésion sociale.

Cette marche a débuté au rondpoint du village Kéguéléwa situé à 3 kilomètres de la ville d'Obo, pour terminer à la préfecture de la ville avec la remise d'un mémorandum aux autorités locales. Elle a vu la participation des ONG présentes dans cette région.

Gervais Zari, l'un des organisateurs de cette marche et pré-

sident de l'ONG internationale Femmes hommes et action plus, interpelle la population à la prise de conscience face aux conséquences des dégâts collatéraux des violences.

« La population de la ville d'Obo doit prendre conscience du danger qui pèse sur la cohésion sociale actuellement. Nous devons nous unir, pour combattre l'es-

prit de division et de guerre qui gangrène notre société », a-t-il dit. La journée du 6 novembre est dite « journée de la paix » dans cette localité. Cependant la préfecture de Haut-Mbomou connaît depuis six ans des exactions, les tueries, enlèvements, incendies des maisons et cas de viol orchestrés par des éléments de la LRA de Joseph Kony.

Un nouveau dialecte pour lutter contre la LRA

Acholi est le nom d'un nouveau dialecte créé par la Commission locale de lutte contre la LRA (Cal) afin de permettre aux chasseurs et aux pêcheurs de contourner les combattants de cette rébellion ougandaise dans la région. Ce dialecte, s'impose à toute la préfecture après son apprentissage lancé le mercredi 5 novembre 2014, dans une formation financée par une ONG internationale Bride Way.

Le coordonnateur de l'ONG initiatrice de cette nouvelle méthode reconnaît l'importance du dialecte. « La connaissance de cette langue permettra aux chasseurs et pêcheurs de se défendre et de faciliter les évactions en cas de détention », a expliqué Abel Désiré Mboliféfé.

L'initiative est également encouragée par Dieudonné Bivulu, président de la délégation spéciale de la commune d'Obo. Les mêmes chasseurs et pêcheurs bénéficiaires de ce nouveau programme, ont été regroupés la semaine dernière pour discuter des voies et moyens devant permettre l'évasion des détenus de la LRA.

BOZOU

La maison des jeunes de la ville réhabilitée par l'ONG ACTED

Une activité suivie par la remise officielle de la maison des jeunes, réhabilitée par l'ONG internationale ACTED. Le conseil préfectoral pour la jeunesse de l'Ouham Péné a organisé samedi une marche pour la paix dans la ville de Bozoum au nord

L'objectif de cette marche est de soutenir l'action du comité des sages œuvrant pour la paix dans la ville de Bozoum, a souligné Vianney

Ngbara, président du conseil préfectoral pour la jeunesse de l'Ouham-Péné.

Le coordonnateur de la zone Nord-Ouest de l'ACTED, Sébastien Putch, a dans son intervention, encouragé les actions menées par le comité des sages et a affirmé que l'acte est un symbole d'espoir et de paix, « où chacun doit prendre conscience et faire de son mieux pour sortir la RCA de la crise qu'elle vient de traverser ».

Michel Soukoumandji, président du comité des sages de Bozoum, a remercié pour sa part l'ONG ACTED pour la réhabilitation des bâtiments et a expliqué au public l'objectif de leur comité qui est de régler les petits problèmes d'urgence entre la population afin d'éviter la violence en l'absence des autorités locales. Cette activité a vu la participation des entités religieuses, notamment la chorale de la paroisse de Bozoum et l'orchestre Binomusica.

BOALI

Des autorités locales sensibilisent les Anti-Balaka à la levée des barrières illégales

Les autorités locales et la Minusca se mobilisent pour la libre circulation sur l'axe Boali Bangui. Elles ont sensibilisé les chefs des villages, les Anti-Balaka et la population des localités de Gomoko, de Bogoula, et de Boali poste sur le sujet.

Cette mission tripartite Minusca, sous-préfecture et municipalité de Boali fait suite aux multiples exactions des hommes armés assimilés aux Anti-Balaka sur le

ti-Balaka. C'est plutôt ceux qui viennent d'ailleurs qui font des exactions et érigent des barrières illégales, pour demander de l'argent aux usagers », a dit un habitant du village Gomoko.

Aux villages de Bougoura, de Kabo et de Boali Poste, les exactions se font enregistrer au quotidien. La population, les usagers et les humanitaires ont été plusieurs fois victimes de cette situation.

« On ne parle que du mal de notre zone et des Anti-Balaka

« Je suis dans ce village et je n'ai jamais vu un jeune de Gomoko intégrer le groupe des Anti-Balaka. C'est plutôt ceux qui viennent d'ailleurs qui font des exactions et érigent des barrières illégales, pour demander de l'argent aux usagers »

tronçon Boali-Bangui.

La levée immédiate des barrières illégales et la libre circulation des biens et des personnes sont les mots clé du capitaine Bruno Voutou de la Minusca. Il a également expliqué la mission de la Minusca, qui est la protection des personnes civiles et l'accompagnement des autorités locales dans la restauration de l'autorité de l'État.

Michel Namkomana habitant du village Gomoko, situé à 40 Km de la ville de Boali, a fait savoir que les jeunes de son village n'ont pas intégré le groupe des Anti-Balaka, mais ce sont ceux qui viennent des autres localités qui commettent des exactions sur la population.

« Je suis dans ce village et je n'ai jamais vu un jeune de Gomoko intégrer le groupe des An-

qui sont dans cette localité. Je veux que toutes les barrières qui sont au niveau de Boali poste soient enlevées, afin que la ville de Boali retrouve sa renommée d'avant », a promis Jourdin Sélébondo, un des Anti-Balaka.

Le président du tribunal de grande instance de Bossembélé, Roger Poussinga, a demandé aux groupes armés d'arrêter avec toute forme de violences sur l'axe Boali-Bangui. Car, les auteurs des violations des droits humains seront sanctionnés.

Pour Geneviève Gbadin, sous-préfète de Boali, les groupes d'auto-défense de sa localité vont désormais aider les forces de l'ordre, pour traquer les braqueurs et les fauteurs de trouble sur cet axe.

Réseau des journalistes pour les droits de l'homme

IRAK

Barack Obama envisage de lancer une offensive contre les djihadistes de l'EI

Quelques jours seulement après avoir annoncé l'envoi de 1500 conseillers militaires en Irak, dont la mission essentielle serait de former les troupes irakiennes, le président américain Barack Obama estime que l'envoi des soldats supplémentaires dans ce pays est « une nouvelle étape offensive dans la lutte contre l'organisation de l'Etat islamique ».

« Plutôt que de simplement viser à arrêter la progression de l'Etat islamique, nous voulons désormais être en position de lancer une offensive », a déclaré Barack Obama. C'est dire, qu'après trois mois de raids aériens contre l'organisation Etat islamique, Washington a réalisé la nécessité de passer à une nouvelle phase contre les djihadistes qui opèrent

en Irak pour tenter à ramener la paix dans ce pays. Pour les dirigeants irakiens dont le pays est déjà coupé en deux, alors que quasi-totalité des provinces du nord-ouest sont contrôlées par les djihadistes de l'Etat islamique, la nouvelle relative à l'envoi des troupes américaines est bien accueillie par la population.

Avant de prendre la décision de lancer l'offensive contre l'EI, la priorité de la Maison blanche était de freiner la progression des terroristes et de remettre sur pied les institutions irakiennes. Une mission qui, pour les Etats-unis, a été accomplie depuis le départ de l'ancien premier ministre Nouri al-Maliki, et la formation d'un nouvel exécutif.

Les 1500 conseillers militaires rejoignent 1400 autres déjà pré-

sents sur le territoire irakien. Leur mission n'est pas de combattre mais, de conseiller et de former les forces irakiennes. Malgré cela, les autorités irakiennes, qui affirment avoir progressé dans la lutte contre les extrémistes, saluent l'envoi de ce nouveau contingent américain tout en regrettant « la décision un peu tardive » pour le déploiement du nouveau contingent américain. Notons que la nouvelle phase de lutte contre les djihadistes en Irak débute alors que Bagdad et Washington cherchent à déterminer si le chef du groupe Etat islamique, Abou Bakr al-Baghdadi, fait partie ou non des dirigeants de l'organisation tués ou blessés la semaine dernière par des raids aériens de la coalition.

Nestor N'Gampoula

BASSIN CONGO

Les experts posent le diagnostic pour une meilleure gestion de l'eau

Du 10 au 12 novembre, les experts des pays membres de la Commission internationale du Bassin Congo-Oubangui-Sangha (CICOS), ainsi que des partenaires techniques et financiers du projet, participent à une réunion de concertation régionale. Il s'agit de la préparation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du Bassin du Congo.

L'objectif du présent atelier est de dresser un état des lieux de chaque Etat et d'apprécier la pertinence du diagnostic qui en découlera. Il s'agit plus concrètement d'examiner les données et informations collectées, d'évaluer les causes et les impacts des contraintes qui minent la ressource, de faire des recommandations qui guideront une vision commune et, enfin, de proposer une feuille de route pour l'agenda futur. Pour le représentant du GIZ, Bertrand Meinier, l'atelier « consiste à poser un diagnostic

afin de dégager les enjeux prioritaires dans le secteur dans la gestion de l'eau. Et cela, dans le but d'identifier d'éventuelles pistes de solutions. C'est l'objectif de cette première étape du SDAGE qui consiste en la définition de l'état des lieux ».

Le représentant de l'Union Européenne (UE), Juan Fernandez Osuna, a rappelé à l'auditoire que cet atelier constitue la dernière activité du « projet d'appui à la gestion de ressources en eau du bassin du Congo », financé avec 600.000 euros par l'UE depuis le début de l'année 2012 » alors que le secrétaire général de la CICOS, Simon Sakibede, qui a succédé au représentant de l'UE a fait un bref aperçu des différentes phases du processus. « Il serait ainsi judicieux d'impliquer tout le monde aux différentes phases du processus en vue des éclairages nécessaires pour le choix des décisions pertinentes », a-t-il poursuivi.

Le directeur général de l'hydraulique, Nicolas Labarre, représentant le ministre congolais de l'Énergie et de l'hydraulique, a rappelé qu'on « ne doit pas occulter l'analyse des faiblesses ressorties au cours de ces mêmes ateliers nationaux que l'on peut qualifier de risques potentiels de ce projet. Ils concernent les conditions d'autonomie de la plateforme, de son fonctionnement ainsi que les conditions de sa pérennisation. »

À noter que cet atelier s'inscrit dans le cadre du projet « Appui de la gestion des ressources en eau du bassin du Congo » de l'Union européenne et du projet « Gestion transfrontalière de l'eau dans le bassin du Congo » mis en œuvre dans le cadre de la coopération allemande. L'atelier ouvert à Brazzaville constitue est considérée comme la première réunion de la Plateforme de concertation régionale.

Guillaume Ondzé

COOPÉRATION

Laurent Fabius procède à l'inauguration d'une usine Renault à Alger

Le ministre français des Affaires étrangères et du développement international, Laurent Fabius, s'est rendu hier 10 novembre à Oran et à Alger (Algérie). L'homme d'Etat français procède à l'inauguration de l'usine Renault de Oued Tlelat. Il était en compagnie de son collègue de l'Economie et des finances.

« Ce déplacement illustre le partenariat stratégique fort et confiant

que nous avons construit avec l'Algérie. Il concerne les relations bilatérales comme notre coopération sur les questions régionales, par exemple sur le Mali et la Libye », indique le communiqué, avec l'ambition de renforcer le partenariat économique entre la France et l'Algérie, notamment dans le secteur industriel. À Alger, Laurent Fabius présentera les quatre priorités dans ce sec-

teur, notamment le développement des infrastructures et des transports ; la promotion de projets de villes nouvelles aux normes internationales ; le développement de la coopération en matière touristique ; l'innovation en matière d'énergie. Les deux ministres français seront accompagnés de plusieurs entreprises et opérateurs économiques français.

Noël Ndong

AFRIQUE DE L'OUEST

« L'Union africaine ne va pas sanctionner le Burkina Faso », selon le président mauritanien

Le chef de l'État mauritanien et président en exercice de l'Union africaine, Mohamed Ould Abdel Aziz, a effectué une visite au Burkina Faso, le lundi 10 novembre. Il a encouragé le lieutenant-colonel Isaac Zida, nouveau chef de l'État burkinabé à aller au plus vite vers une transition apaisée.

À Ouagadougou, Mohamed Ould Abdel Aziz a assuré que l'Union africaine (UA) n'entendait plus sanctionner le Burkina Faso mais plutôt « participer à la solution. » « L'Union africaine n'est pas venue pour sanctionner le Burkina Faso (...). Nous sommes venus pour participer à la solution (...) qui viendra des Burkinabés », a-t-il déclaré. Et d'ajouter : « L'Union africaine est là pour les accompagner. Ils ont déjà fait l'essentiel pour davantage de démocratie dans leur pays. »

Par ce message, le président mauritanien répondait aux propos du lieutenant-colonel qui a déclaré récemment ne pas être contraint par l'ultimatum lancé par l'UA qui menaçait de sanctionner son pays si le pouvoir n'était pas rendu aux civils dans les 15 jours. Le président en exercice de l'organisation continentale africaine a par ailleurs félicité les acteurs de la crise afin qu'ils continuent la transition « dans la tranquillité, la sécurité et la paix

sociale. »

Porteur d'un message de paix, de solidarité et de fraternité, Mohamed Ould Abdel Aziz a non seulement rencontré le lieutenant-colonel Isaac Zida avec qui il s'est entretenu de la situation au Burkina Faso, mais il a eu également des rencontres avec la société civile, l'opposition, l'ancien parti au pouvoir, les chefs traditionnels et religieux. Selon des proches du président mauritanien, cette visite de Mohamed Ould Abdel Aziz au Burkina Faso a été l'occasion de défendre effectivement l'idée d'une transition civile et consensuelle au Burkina Faso. La visite du président en exercice de l'UA à Ouagadougou est intervenue alors que l'opposition et la société civile du Burkina Faso ont validé dimanche leur plan pour une transition civile avant des négociations avec l'armée. Ce texte adopté à l'unanimité doit être transmis à l'actuel chef de l'État burkinabé, pour examen.

L'adoption de cette charte est considérée par de nombreux Burkinabés comme « une étape importante franchie dans le processus de retour à une vie constitutionnelle dans le pays ». Le document prévoit un président civil, un gouvernement de 25 ministres et une Assemblée de transition de 90 députés.

N. N'G.

Le Congo au 19^e Salon International du livre d'Alger.

Le Congo était représenté par Claudia Mokoko Guikochi, promoteur des Éditions Hemar mais, aussi par trois auteurs, le poète Gabriel Mwene Okoundji, le romancier et dramaturge Henri Djombo, et le critique littéraire Mukala Kadima-Nzui, au XIX^e Salon International du livre d'Alger. (Sila) qui s'est tenu du 30 au 8 novembre.

En 2009, à la faveur de la deuxième édition du Festival culturel panafricain d'Alger, le SILA avait aménagé en son sein un espace entièrement consacré aux professionnels du livre du continent. Le but était d'offrir aux auteurs et éditeurs d'Afrique l'occasion de se rencontrer, d'échanger leurs idées, de partager leurs expériences, mais aussi d'exposer leurs produits et de faire découvrir l'actualité d'une littérature continentale, souvent méconnue des Africains eux-mêmes, en dépit de sa richesse et de son dynamisme. Ainsi, au cours de ce rendez-vous littéraire, Gabriel Mwene Okoundji a entretenu le public de sa démarche poétique qui s'apparente à une quête initiatique. Henri Djombo s'est appesanti sur la réédition du roman « Cœur d'Aryenne » de Jean Malonga, qu'il a préfacé, et sur son dernier roman « Vous mourrez dans dix jours... ». Quant à Mukala Kadima-Nzui, il s'est intéressé au théâtre tel qu'il existe, fonctionne et se développe dans les deux Congo.

L'espace « Esprit Panaf » 2014 n'a

pas dérogé à la règle. Il a su rapprocher par le livre toutes les régions de l'Afrique et susciter des échanges fructueux, dans un climat de convivialité remarquable. Les auteurs et les éditeurs invités sont venus du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, du Congo, du Mali, de Mauritanie, de Côte d'Ivoire, du Tchad, du Togo, sans oublier le pays hôte, l'Algérie. En effet, pendant huit jours, ils ont participé à des débats sur le livre et le devenir de l'Afrique. Ils se sont aussi prêtés aux questions du public, venu nombreux pour les écouter; ils ont dédié également leurs œuvres.

Depuis sa création en 1995, le Sila rassemble chaque année, au mois de novembre, l'ensemble des professionnels du livre (auteurs, éditeurs, imprimeurs, libraires,) algériens, auxquels se joignent ceux venus d'ailleurs (Afrique, Amérique, Asie, Europe). Cela explique les performances dont il fait preuve, avec une participation nationale et internationale importante et une affluence populaire remarquable.

Hermione Désirée Ngoma

DIPLOMATIE

Emilio Guerra : « Les relations entre la RDC et l'Angola sont au beau fixe »

S'exprimant lundi à la veille de la fête nationale de son pays devant la presse congolaise à sa résidence officielle, l'ambassadeur d'Angola en RDC a indiqué que très bientôt, la Sonangol (Angola) et la Cohydro (RDC) vont signer un accord sur l'exploitation pétrolière de la Zone d'intérêt commun sur la côte atlantique. Concernant les relations diplomatiques entre l'Angola et la RDC, Emilio Guerra a laissé entendre qu'elles sont au beau fixe en dépit de l'expulsion récente des sans papiers congolais.

Au cours d'une rencontre qu'il a eue ce lundi 10 novembre en sa résidence officielle avec les chevaliers de la plume, l'ambassadeur de la République d'Angola en RDC, Emilio Guerra, en a profité

pour livrer à ses interlocuteurs des informations en rapport avec l'évolution sociopolitique et économique de son pays. Rappelant un passage du discours de son président Eduardo dos Santos à l'occasion de l'ouverture de la huitième session législative de 2014/2015, Emilio Guerra a laissé entendre que la situation politique de l'Angola, à l'heure qu'il est, est stable. « (...) *La paix se consolide tous les jours grâce à l'esprit de tolérance, de compréhension, et le pardon de tous les angolais que indépendamment de leurs filiation politique, croyance religieuse ou région, ont tourné la page de la guerre et considèrent la paix comme étant le plus grand bien à préserver* », dixit Eduard do Santos. Aussi pour appuyer cette thèse de la stabilité, l'orateur du jour a mis en exergue un certain nombre d'indi-

cateurs. Il s'agit notamment, dans le secteur économique, du taux d'inflation qui, en 2013, était de 7,7% pour chuter à 6,9% au premier trimestre de 2014.

En même temps, a-t-il ajouté, le taux de change de la monnaie nationale, le Kwanza est demeuré stable. En 2013 et au premier semestre de 2014, les recettes fiscales provenant du pétrole ont légèrement baissé à cause de la chute de 10% de la production du pétrole de 1.815.000 barils/jour programmé au départ. Se fiant aux données indépendantes, le diplomate angolais a affirmé que la population angolaise ne vit plus en dessous du seuil de la pauvreté et que le pourcentage d'angolais vivant avec moins de deux dollars par jour est passé de 92% en 2000 à 54% en 2014. milio Guerra a aus-

si stigmatisé la baisse de 3,5% du Produit intérieur brut de son pays consécutive à la stagnation du prix du baril de pétrole qui oscille entre 81 et 85 dollars alors que le budget d'Angola de 2014 a été élaboré sur la base de 98 dollars le baril. La chute des recettes pétrolières conditionne, d'après lui, les recettes publiques exigeant une prise de mesures exceptionnelles pour garantir la perception des recettes dans les secteurs non pétroliers jusqu'à la fin de cette année.

Sur le plan social, Emilio Guerra s'est félicité du premier recensement général organisé par l'Angola depuis l'indépendance, une base crédible qui lui permettra de tracer une politique nationale de la population, d'aménagement et du développement du territoire

essentielle pour la recherche des voies permettant d'atteindre les objectifs du Plan national de développement en cours.

Concernant les relations diplomatiques entre l'Angola et la RDC, Emilio Guerra a laissé entendre qu'elles sont au beau fixe en dépit de l'expulsion récente des sans papiers congolais. Sur le plan économique, a-t-il ajouté, le chemin de fer de Lobito va être utilisé par la RDC pour l'évacuation de ses minerais du Katanga. En outre, a-t-il annoncé que la reprise de vol Luanda-Kinshasa sera effective une fois des questions d'ordre technique seront réglées. Et d'ajouter que très bientôt, la Sonangol (Angola) et la Cohydro (RDC) vont signer un accord sur l'exploitation pétrolière de la Zone d'intérêt commun.

Alain Diasso

NORD-KIVU

La Monusco veut en finir avec les ADF

Pour le représentant du secrétaire général de l'ONU en RDC, la priorité pour l'heure consiste à combattre les rebelles ougandais de l'Alliance des forces démocratiques (ADF), responsables ces derniers temps de plusieurs meurtres sur la population civile.

Consciente des attentes que la population locale du Nord-Kivu a toujours placée en elle en tant qu'un des facteurs sécurisants de son territoire en proie aux attaques récurrentes de la part des forces négatives qui y fulminent, la Mission des Nations unies en RDC (Monusco) vient de prendre l'engagement de combattre tous les groupes armés actifs dans cette partie du pays jusqu'à leur neutralisation. En première ligne figurent les rebelles ougandais des ADF dont les exactions commises ces derniers temps sur la paisible population de Beni ne se comptent plus. Pour la Mo-

nusco, l'offensive à mener contre ce groupe armé constitue la priorité de son action étant entendu que, pour l'heure, ces rebelles ougandais empestent la vie des habitants de Beni et des environs.

À l'issue d'une récente réunion qu'il a eu avec ses deux adjoints, le commandant des forces de la Monusco, les dirigeants de la mission onusienne à Goma ainsi qu'avec une délégation venue de New-York, le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU en RDC a réitéré l'engagement de la mission onusienne à combattre les ADF pour le bien de la population locale. Il compte, pour ce faire, rétablir le triangle de la confiance entre les Fardc, la Monusco et la population, afin de canaliser les énergies vers une victoire sur les ADF. « *Je demande à la population de Beni, d'Eringeti, d'Oïcha, Kamango et d'autres dans la région de nous soutenir* », a lancé Martin Kobler après cette rencontre hautement

stratégique qui a tourné autour des mesures militaires à prendre contre les rebelles ougandais de l'ADF. La Monusco qui n'est plus en odeur de sainteté avec les habitants de Beni, Eringeti, Oïcha, Kamango et autres localités environnantes depuis les derniers massacres perpétrés contre les populations civiles par la horde ougandaise de l'ADF stigmatisant l'immobilisme des unités onusiennes, s'efforce à présent à rétablir une confiance qui demeure encore sujette à caution. Qu'à cela ne tienne. Quant à la population longtemps obnubilée par les effets d'annonce sans réelle concrétisation sur terrain des promesses faites, elle attend juger la Monusco au résultat plutôt que de se laisser embrigader par le discours pompeux de son mentor. Pour rappel, les ADF sont accusés d'avoir tué plus d'une centaine de personnes en un mois dans le territoire de Beni, province du Nord-Kivu.

Alain Diasso

EBOLA

Appel à la vigilance pour intensifier la surveillance épidémiologique

Depuis le 4 octobre dernier, la RDC n'a enregistré aucun cas de maladie à virus Ebola. Avec cette allure, tout le monde croise le doigt pour que d'ici le 15 novembre soit déclarée la fin de cette maladie qui a été signalée dans le village de Djera dans le territoire de Boende à l'Equateur.

Bien qu'on ait plus enregistré un nouveau cas de cette maladie, les efforts ne doivent pas pourtant être lâchés. Le coordinateur provincial du Programme national de l'hygiène aux frontières (PNHF) au Kasai-Oriental, le Dr Kanyiki Budimbu, a lancé, pour ce faire, un appel à la vigilance pour intensifier la surveillance épidémiologique en vue d'assurer un contrôle permanent et rigoureux aux différents postes frontaliers de cette province.

Il a par ailleurs fait savoir qu'aucun cas enregistré ou suspecté de la maladie d'Ebola n'a été constaté dans la ville ferroviaire de Mwene Ditu, porte d'entrée dans la province du Kasai Oriental. À l'annonce de l'épidémie de la maladie à virus Ebola, le dispositif de surveillance épidémiologique a été renforcé, le Programme national de l'hygiène aux frontières

à Mwene Ditu, explique-t-il, avait reçu deux thermomètres laser de 4000 coups et de pulvérisateurs. Grâce à une bonne surveillance et à la sensibilisation de la communauté, le virus Ebola a pu être contenu au seul village de Djera à Lokolia.

Dès l'annonce de cette épidémie le 24 août dernier, le gouvernement avait pris un train de mesures pour endiguer vite cette maladie et aujourd'hui on tend vers la fin de l'épidémie. Ces mesures sont, entre autres, la mise en quarantaine du secteur de Djera ; la mise en place d'un centre de traitement à Lokolia ; l'installation du Comité International de Coordination Technique et Scientifique à Lokolia ; l'installation d'un laboratoire mobile à Lokolia pour assurer le diagnostic biologique en temps réel ; le déploiement des experts à Lokolia et ses environs. Le gouvernement avait en outre décidé l'interdiction des activités de chasse sur toute l'étendue du district de la Tshuapa ; contribution et déployé sur terrain ; la dotation en matériel de protection à tout le personnel médical, le renforcement de la sensibilisation...

Aline Nzuzi

SANTÉ

Les journalistes invités à intensifier la sensibilisation sur la pneumonie

La RDC célèbre, ce 12 novembre, la 6ème édition de la journée mondiale de lutte contre la pneumonie sur le thème « combat la pneumonie, sauve l'enfant ».

En prévision de cette journée, les journalistes, membres de l'association des communicateurs en santé ont été conviés par le programme élargi de vaccination du ministère de la Santé publique à une journée d'information sur cette maladie mortelle oubliée de l'enfant parce qu'elle est la première cause de décès des enfants de moins de cinq ans dans le monde mais malheureusement, on en parle pas beaucoup. Raison pour laquelle, explique M. Anselme qui a planché son exposé sur l'historique et les défis de la célébration de la journée mondiale de la pneumonie, il a été important d'instituer cette journée pour contribuer à la prévention des décès évitables que cause la pneumonie chaque année par la sensibilisation des populations.

Pour permettre aux journalistes d'avoir plus d'information sur cette maladie qui se manifeste par la toux, une respiration difficile et la fièvre, plusieurs exposés ont été faits qui ont fait l'objet d'un débat par les journalistes dans le souci de bien s'imprégner de cette maladie pour mieux sensibiliser la population qui ignore encore cette maladie. Le Dr Michel Nyembwe du PEV s'est appesanti sur la situation épidémiologique de la pneumonie, la prévention et la prise en charge de la pneumonie ont été développées par le Dr Bibi Mboma du programme national de lutte contre les infections respiratoires aiguës, le Dr Crispin Kazadi a planché sur l'introduction du vaccin contre la pneumonie dans le calendrier vaccinal de l'enfant et l'Ir. Jennifer a expliqué à l'assistance l'importance de l'utilisation de foyers améliorés par l'Ir Jennifer.

L'ampleur de la maladie

Le Dr Bibi Mboma a souligné que

la pneumonie est un problème de santé publique. De 2009 à 2011, on a enregistré 150, 120 et 110 millions d'épisodes de pneumonie. Pour ce qui est de la mortalité, on a enregistré successivement 4 millions, 1,3 million et 1,1 million de décès. 99% de ces décès surviennent dans les pays en développement plus particulièrement dans les communautés rurales et pauvres. La RDC n'est pas épargnée par cette maladie. selon l'enquête démographie et santé 2014, la prévalence de cette maladie est estimée à 7%. 3,8 millions des cas ont été enregistrés. 77 000 décès ont été notifiés sur un total de 465 000 décès des enfants de moins de 5 ans.

Bien qu'étant une maladie grave, il est possible de la prévenir par des interventions efficaces qui impliquent, selon le Dr Bibi Mboma la protection qui passe par l'allaitement exclusif jusqu'à 6 mois, la nutrition adéquate, la réduction de la pollution dans les maisons, le lavage des mains et la supplémentation en zinc. La prévention implique l'immunisation, la prévention du Vih pédiatrique, la prophylaxie chez l'enfant vih positif et enfin le traitement qui prend en compte la prise des antibiotiques pour l'enfant et le référer dans les structures sanitaires pour une prise en charge correcte.

Plusieurs facteurs, révèle, de son côté, le Dr Michel Nyembwe favorisent la pneumonie. Sur ce, il cite les facteurs nutritionnels, vestimentaires, environnementaux. « *Il faut éviter d'exposer l'enfant à la fumée. La femme enceinte ne doit pas fumer parce qu'elle pourrait accoucher d'un enfant de faible poids qui peut, à cause du faible poids, être affecté par la pneumonie. Pour protéger l'enfant contre la pneumonie, il est conseillé de le vacciner complètement en lui administrant trois doses de vaccin anti pneumocoque à la sixième, dixième et quatorzième semaine. Ce vaccin protège l'enfant à vie* », conseille-t-il.

A.Nz.

FOI ET POLITIQUE

Les leaders politiques appelés à vivre la compassion selon le modèle de Jésus-Christ

La célébration du 9ème petit déjeuner national de prière qui a coïncidé avec le 10ème anniversaire des activités du groupe éponyme a été fêtée, le samedi, au salon Congo du Grand Hôtel Kinshasa qui, pour la circonstance, a refusé du monde.

On a noté à ce rendez-vous de prière pour la nation, la présence du premier ministre, Matata Ponyo, de l'initiateur de ce mouvement en RDC, Me Azarias Ruberwa, vice-président honoraire de la RDC, des députés aussi bien de la majorité présidentielle que de l'opposition, des invités de marque venus des Etats-Unis, de l'Europe et d'autres pays africains. Agrémenté par la chorale rachetés, le 9ème petit déjeuner national célébré sur le thème : « *le leadership selon le modèle de Jésus-Christ : la compassion* », a été un véritable moment de prière

pour la nation et pour ceux qui la dirigent. Toutes les trois lectures tirées des Ecritures Saintes : Matthieu 25 : 34-40 ; Deutéronome 24 : 10-15 ; 17-22 et Matthieu 14 : 13-21 faites respectivement par l'honorable Edumbadumba, le ministre des Infrastructures et travaux publics, Fridolin Kasweshi et l'honorable Célestin Bondomiso ont toutes convergé vers le thème principal : la compassion.

Après la prière d'ouverture faite par l'honorable Edumbadumba, l'initiateur de cette rencontre de communion avec Dieu, Me Azarias Ruberwa a brossé l'historique de ce mouvement qui a été créé en 2004 en RDC. C'est un mouvement qui regroupe à travers le monde cent quatre-vingt pays qui se réunissent autour de Jésus-Christ pour passer d'intenses moments de prière.

Des vies transformées

Au cours de ces dix ans, a fait sa-

voir Me Azarias Ruberwa, nous avons vu des vies transformées dans cette société corrompue.

« *En ce moment difficile, en ce moment de division, en ce monde corrompu, parler de la compassion de Jésus-Christ semble être utopique. Mais, nous devons imiter l'image de Jésus-Christ. Parce que derrière nous, devant nous, à coté de nous, il y a des gens dans le besoin tels que des orphelins, des prisonniers qui crient au secours. Mais, personne ne peut s'occuper d'eux. Dans tout cela, les Etats et leurs budgets sont parfois loin d'être compatissants. On dirait on assiste à la loi du talion, œil pour œil, dent pour dent. Notre objectif est d'appeler tout le monde, jeunes et vieux, administrateurs, autorités, tous, nous devons réapprendre à vivre la compassion et le monde sera meilleur. Nous devons aimer même nos ennemis* », lance Me

Azarias Ruberwa.

Abordant dans le même sens que son prédécesseur, le premier ministre, Matata Ponyo qui a qualifié ce moment d'exceptionnel lorsque les fils de Dieu se réunissent pour prier et partager ensemble un repas a souligné que « *la vie de Jésus-Christ a constitué un modèle de sacrifice au profit de nous tous. Si nous avons droit au pardon, à la jouissance, aux honneurs c'est parce qu'il y a quelqu'un qui a donné sa vie pour nous* ».

Pour Matata Ponyo, c'est en pareille circonstance de prière que nous devons nous rappeler de ce sacrifice, surtout pour nous qui exerçons la charge publique, celle-ci étant un lieu par excellence pour avoir la compassion des autres. Le leadership, ajoutait-il, selon le modèle de Jésus-Christ, c'est avoir la volonté et la détermination d'améliorer le

vécu quotidien des autres, c'est de s'occuper des infrastructures qui profitent à tout le monde, c'est de s'assurer que la santé de tout le monde est garantie. C'est partager l'amour, le bonheur et le plaisir. De son côté, le Directeur du cabinet du président de Sénat, affirme qu'un leader selon le modèle de Jésus-Christ est celui qui est prêt à partager le malheur des autres, qui se met à la place de ceux qui souffrent, de ceux qui sont tombés et Jésus-Christ apparaît comme un modèle excellent de compassion. « *Un leader chrétien n'est pas seulement un meneur mais celui qui porte les peines, les souffrances des autres* ». À l'issue de la clôture de ce déjeuner, une prière a été faite pour toutes les autorités du pays afin qu'elles soient guidées par Dieu. Le rendez-vous est donc fixé l'année prochaine.

Aline Nzuzi

CAN 2015

Les Léopards de la RDC séjournent à Yaoundé

La délégation des Léopards de la RDC séjournent depuis le dimanche 9 novembre 2014 à Yaoundé en vue du match contre les Lions indomptables du Cameroun, comptant pour la cinquième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2015.

La délégation partie de Kinshasa pour Yaoundé est composée de dix-neuf personnes dont neuf joueurs. On note qu'en toute dernière minute, le défenseur central Yanick Bangala Litombo du Daring Club Motema Pembe a fait partie de la délégation. Il prend la place du défenseur central Chancel Mbemba d'Anderlecht, blessé lors de la rencontre de la Ligue des Champions d'Europe entre les Mauves de Bruxelles

et les Gunners d' Arsenal de Londres (3-3). Chancel Mbemba avait quitté ses coéquipiers à la 53^e minute sur blessure. Ainsi, les joueurs partis sont le gardien de but Hervé Lomboto (V.Club), les défenseurs Issama Mpeko (Kabuscorp/Angola), Mabele Bawaka (V.Club), Eddy Ngoy Emomo (DCMP), Bangala Litomba (DCMP), les milieux de terrain Jean Munganga Omba (V.Club), Lema Mabidi (V.Club) et les attaquants Firmin Mubele (V.Club) et Héritier Luvumbu Nzinga (V.Club)

Les internationaux du TP Mazembe, notamment Robert Kidiaba, Jean Kasusula et Joël Kimuaki qui retrouvent la sélection, ont rejoint le groupe ce mardi 11 novembre à Yaoundé. C'est aussi le cas des joueurs professionnels qui étaient attendus directement dans la capitale camerounaise hier. Il s'agit du gardien de but Nicaise Kundimbana (Anderlecht/Belgique), des défenseurs Cedric Mongongu (Évian Thonon Gaillard/France), Gabriel Zakwani (Peterborough United/Angleterre), les milieux de terrain

Distel Zola (Châteauroux/France), Cédric Makiadi (Werder de Brême/Allemagne), Youssouf Mulumbu (West Bromwich/Angleterre) et Neeskens Kebano (Charleroi/Belgique), ainsi que les attaquants Junior Kabananga (Bruges/Belgique), Yannick Bolasie (Crystal Palace/Angleterre), Jeremy Bokila (Terek Grozny/Russie) et Cédric Mabwati (Ossasuna/Espagne). L'objectif des Léopards est de ramener des points de Yaoundé. Lors de la première confrontation entre les deux équipes en première journée à Lubumbashi, les Léopards s'étaient inclinés à domicile par zéro but à deux. Signalons-le, la rencontre du 15 novembre 2014 au stade Amadou Ahidjo de Yaoundé sera officiee par un quatuor



Les Léopards de la RDC à Lubumbashi

arbitral du Botswana, précisément l'arbitre central Joshua Bondo, le premier assistant Oamagetse Godisamang, le deuxième assistant Meshack Medupi et l'arbitre protocolaire Lekgotla Leonard Johannes. Le Marocain Mohamed Guezzaz fera office de commissaire au match. Juste après le match de Yaoundé, les Léopards accueilleront le 19 novembre au stade Tata Raphaël de Kinshasa les Leones Stars de la Sierra Leone. Au classement après la quatrième journée, le Cameroun est premier avec 10 points, suivi de la RDC et la Côte d'Ivoire (6 points). La Sierra Leone est dernière avec un seul point glané.

Martin Enyimo

FÊTE DU LIVRE DE KINSHASA

La deuxième édition scrute la RDC dans tous les sens

L'événement porté par l'Institut français (IF) se tiendra sur sept sites autour du thème « Le Congo dans la mondialisation » du 12 au 16 novembre avec la nette ambition de faire découvrir d'autres facettes du pays partant des écrits de trente auteurs congolais, belge, suisse et français.

Avec pour supports le roman, la nouvelle, la poésie, l'essai, le théâtre et la bande dessinée, les sujets qu'abordera la 2^e Fête du livre de Kinshasa s'annoncent autant variés qu'intéressants. À vocation sociale et économique, les conférences et tables rondes de jeudi et vendredi sont présentées telles des opportunités d'approfondir ses connaissances sur des questions précises. Elles devraient porter assurément à un regard neuf sur la RDC. Aussi, Alain Huart, l'auteur de Congo, les quatre trésors, apportera-t-il de l'éclairage sur « *L'avenir de l'agriculture en RDC et le réchauffement climatique* » dans la première conférence qu'abritera l'Espace culturel Texaf Bilembo le 13 novembre à 16h. Et, la place de « *La RDC dans la mondialisation* » sera le sujet de la première table ronde dont le Lycée Prince de Liège sera le cadre avec comme animateurs David Van Reybrouck, Jean-Joseph Boillot, Franck Meriau, Lieve Joris et Colette Braeckman à 18h30. Pour finir, « *Comment sortir les paysans de la pauvreté* », constituera l'essentiel de la communication de Rasha Omar (chargée du Fida en RDC), dans la conférence qu'elle tiendra à 14h à Texaf Bilembo. Signalons que la présentation des ouvrages Congo pays magnifique, Congo, les quatre trésors, Bas-Congo, Kivu, Ecocongo par Chantal Tombu, Alain Huart et Olivier Weyrich sont à inscrire dans le même registre que

les rencontres susmentionnées.

Par ailleurs, le Lycée français René Descartes et le Lycée belge Prince de Liège, coorganisateur de la Fête du livre de Kinshasa avec l'IF ont en vue d'en faire profiter au maximum leurs élèves dont au moins le tiers des effectifs se compose de Congolais. Dans la perspective de privilégier une meilleure connaissance du



Congo, des face à face écrivains-élèves, des entrevues du reste élargies à des écoles locales partenaires de l'IF, sont censés les emmener à se familiariser avec certains aspects socio-économiques de la RDC. L'animation des dites rencontres est confiée aux élèves de terminale, une manière de faire œuvre de pédagogie et de souligner que le livre reste au cœur de l'apprentissage. Il faut épingler ici notamment les échanges avec Lieve Joris, David Van Reybrouck et Colette Braeckman. Ce sont là les auteurs respectifs de Les hauts plateaux et Mon oncle du Congo ; Congo, une histoire et L'homme qui répare les femmes. D'un autre côté, il est également prévu des rencontres à caractère strictement littéraire. Ce sera le cas notamment pour les quatre face à face dont les deux premiers sont annoncés jeudi, pour ne citer que ceux-là. Celui de la matinée, prévu de 10h à 12h, aura pour intervenants le poète et slameur Microméga, les romanciers Richard Ali et Doua Loup ainsi que le scénariste de BD Olivier Appolodorus. Quant au rendez-vous de l'après-midi, 14h à 16h, il se tiendra autour de la journaliste Lieve Joris et des dramaturges Jean-Marie Bamokena et Dominique Mpundu.

Nioni Masela

DIVISION 1

DCMP bat RCK, Mazembe défait Lubumbashi Sport, Rojolu gagne à Matadi

Un seul but a suffi au bonheur des Immaculés de Kinshasa face aux joueurs du Racing Club de Kinshasa en quatrième journée du groupe B de la Division 1, et Mazembe est sorti de l'ornière en venant à bout de Lubumbashi Sport dans le groupe A par trois buts à deux dans une confrontation à rebondissements.

Le Daring Club Motema Pembe (DCMP) est intraitable depuis maintenant quatre journées dans le groupe B du championnat national de football -Division 1-. Le team vert et blanc de Kinshasa compte quatre victoires en quatre matchs livrés en ce début de saison. Et la dernière victime du club présidé depuis peu par Gentiny Ngobila est le Racing Club de Kinshasa (RCK), club nouvellement promu à l'élite du football national, battu, le samedi 8 novembre au stade Tata Raphaël de Kinshasa, par un but à zéro. L'attaquant Fundu Mimo a

inscrit l'unique but de la partie à la 68^e minute sur balle arrêtée. À la fin de cette partie très disputée mais au finish sanctionnée par la victoire de ses poulains, l'entraîneur franco-serbe du DCMP, Lazar Milosevic s'est exprimé en ces termes : « On avait bien entamé le match, mais malheureusement, on avait loupé quelques occasions et cela nous avait déstabilisé. La victoire c'est bien, mais on a encore beaucoup de travail à accomplir ».

Toujours dans ce groupe B, le Sporting club Rojolu s'est imposé au terrain Redjaf de Matadi le même dimanche, sur Tout Capable Elimina par un but à zéro. Le club tuteuré par l'ancien international rd-congolais Roger Lukaku (père de l'attaquant belge de souche congolaise Romelu Lukaku d'Everton) totalise sept points, se plaçant derrière Shark XI FC qui est deuxième du groupe derrière DCMP. La rencontre qui devrait opposer, le dimanche 9 novembre 2014, l'AS V.Club à



Phase de jeu match DCMP contre RCK (photo Leopardsfoot.com)

Shark XI FC a été reprogrammée au 16 novembre. En fait, la Ligue nationale de football (Linafoot), organisatrice du championnat national de football a accédé à la demande de report formulée par l'AS V.Club dont certains joueurs

sont partis en sélection pour le match du 15 novembre à Yaoundé entre le Cameroun et la RDC en cinquième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2015. Le DCMP est donc leader du groupe B avec la totalité des points, soit douze. Dans le groupe A, le TP Mazembe s'est refait un peu de santé, le dimanche 9 novembre 2014 au stade TP Mazembe de la commune de Kamalondo, lors de

la réception du leader surprise du groupe, le FC Lubumbashi Sport (13 points en cinq journées). Les joueurs de l'entraîneur français Patrice Carteron se sont imposés sur le fil par trois buts à deux, au terme de cette partie comptant pour la cinquième journée du groupe A. Mazembe n'avait plus remporté de match depuis la deuxième journée, battu par Sanga Balende à Mbuji-Mayi et contraint au nul par CS Don Bosco à domicile. Cette victoire a donc fait du bien aux Corbeaux, mais elle a tardé à se dessiner. Car, à la 43^e minute, les Kamikaze de Lubumbashi Sport ont ouvert la marque par Ngengelwa Kasongo, un peu contre le cours du jeu. Mais les Corbeaux égalisaient rapidement par Jean Kasusula sur penalty consécutif à une faute sur le Malien Adama Traoré dans la surface de réparation des Kamikaze ; il

trompait ainsi le gardien Daniel Mutshinenu dans les temps additionnels de la première période. Mazembe a pris l'avance au tableau d'affichage à la 59^e minute par Jean Kasusula, à nouveau sur penalty suite à une deuxième faute sur le Malien Adama Traoré dans le rectangle fatal de Lubumbashi Sport. Mais à la 69^e minute, il y a eu un nouveau rebondissement. Kabasele Mukanda de Lubumbashi battait Robert Kidiaba sur un somptueux coup franc à l'entrée de la surface de réparation dans l'axe. Le but de la victoire de Mazembe a été l'œuvre de l'international tanzanien Mbwana Ali Samatta de la tête sur un centre du latéral droit ghanéen Yaw Frimpong à la 82^e minute. Avec cette victoire, Mazembe se retrouve à la 4^e place du groupe A avec 8 points en cinq journées.

Martin Enyimo



Vue du match entre Mazembe et Lubumbashi Sport (photo tpmazembe.com)

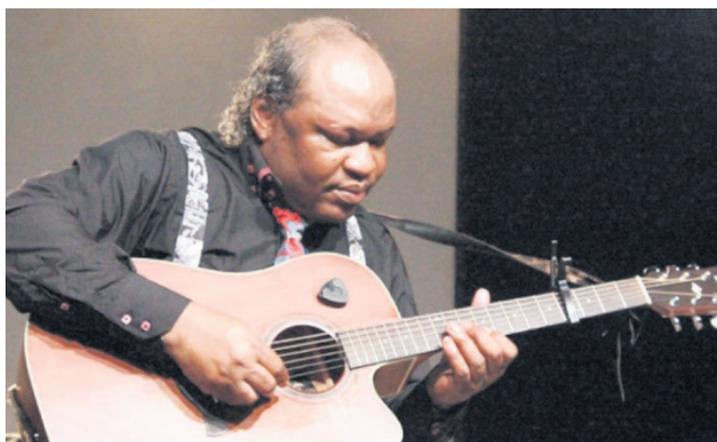
FÊTE DU LIVRE DE KINSHASA

Des rendez-vous pour tous les âges et tous les goûts

En plus de la librairie éphémère qui occupera la Petite Halle à partir de jeudi jusqu'à deux heures de la clôture dimanche, la programmation variée de la deuxième édition inclut lectures, débats, spectacles, ateliers de BD, expositions, un concours de BD et des séances de dédicace.

Il va y avoir du mouvement cette semaine entre l'Institut français, le Centre Wallonie-Bruxelles, les Espaces Bilemba et Sadi, l'Académie des Beaux-arts, le Lycée français René Descartes et le Lycée belge Prince de Liège où se tiendront successivement les diverses rencontres programmées du mercredi au dimanche. Peu importe que l'on aime le roman, la poésie, le théâtre ou la bande dessinée, l'Institut français a choisi de contenter tout le monde. Déjà, la deuxième Fête du livre entend ouvrir ses portes avec le concert de Petit Wendo et a tout pour plaire même aux moins passionnés. C'est dire qu'à défaut de s'in-

téresser au roman, il se trouvera toujours un rendez-vous pour accaparer l'intérêt du plus difficile. Le thème de la présente édition, « Le Congo dans la mondialisation » est marqué par le volet économique et social imprimé au travers des conférences-débats autour de sujets cruciaux tels que l'agriculture et l'écologie. Mais il ne faut pas oublier qu'il est aussi et même surtout question de littérature. Et donc, sur ce point, la table ronde sur la « Conservation et valorisation du patrimoine congolais écrit » paraît une belle occasion de voir ce qu'il convient de faire pour la promotion de la pratique littéraire en RDC. Aussi, la Fête du livre s'érige comme une belle occasion de mettre en avant la richesse de la littérature congolaise actuelle. Et bien sûr, par-delà, de permettre des échanges entre les écrivains tels Vincent Lombume, Bestine Kazadi, etc. et le public. Un lieu idéal pour établir un contact avec des auteurs souvent méconnus et dont les romans, nouvelles, poésies, essais, théâtres et bandes dessinées se-



Barly Baruti sur le podium de la précédente Fête du livre

ront alors à portée de main. Ce qui est bien mieux que la visibilité leur offerte jusqu'ici par les médias qui a lieu de s'accroître. Et, il n'est pas coutume par exemple, d'avoir dans nos murs des personnages comme Fiston Mwanza dont le retour des nouvelles honore le pays.

Expositions et musique

Par ailleurs, notons que la RDC a de tous les temps été une source d'inspiration littéraire pour divers auteurs du globe. Hier Aimé Césaire, Joseph Conrad ou en-

core Hergé se saisissaient de son histoire et de son imaginaire pour y situer leurs récits. L'exercice est réédité aujourd'hui par Marie Darrieussecq, Lieve Joris, David Van Reybrouck et Colette Braeckman. C'est dire combien le pays ne cesse de fasciner dans le monde. Et donc, la Fête du livre sera une occasion d'ouvrir le débat sur certains sujets à travers le regard extérieur proposé notamment par les auteurs précités. La Fête du livre, c'est plus de trente

auteurs et pas seulement congolais, comme l'an précédent où l'événement avait reçu un accueil favorable du public. Entre deux et trois mille visiteurs, c'est loin d'être peu de chose.

Quant aux amateurs de BD, à défaut de participer aux ateliers organisés à l'Académie des Beaux-arts, ils se consoleront avec la table ronde de vendredi. Ce sera l'occasion de rencontrer Barly Baruti, Asimba Bathy, Thembo Kash, Jason Kibiswa et Olivier Appollo-dorus qui ont en vue de « Dessiner le Congo ». Et, outre les BD, les peintures de Mfumu'Eto 1er également en exposition participeront au décor de la fête. La pièce Ster City sera l'avant-dernier spectacle précédé par les lectures des Bédjarts de jeudi et vendredi à l'affiche samedi à la Halle de la Gombe. Car, en clôture de l'événement est prévu le concert dessiné de Barly Baruti et son Congo nostalgia. Les détails de la programmation du festival sont disponibles sur le site de l'IF et sur place à la Halle de la Gombe.

Nioni Masela

KOUILOU/SYNDICAT

La CSC célèbre son cinquantenaire

La Confédération syndicale congolaise (CSC) a célébré, le samedi 8 novembre à la bourse du travail située dans le premier arrondissement Lumumba, le 50^e anniversaire de sa création en présence de Victor Yeta, secrétaire général de l'Union syndicale départementale au Kouilou et à Pointe-Noire. Plusieurs représentants d'autres syndicats et quelques autorités publiques étaient aussi de la partie.

Le début de cette commémoration a été marqué entre autres par l'exécution de l'hymne de la Confédération syndicale congolaise et l'observation d'une minute de silence, en mémoire des leaders qui ont marqué la vie syndicale en République du Congo.

Dans son mot de circonstance, Pierre Clotaire Ngolali, chef du département communication de l'Union syndicale départementale au Kouilou et à Pointe-Noire s'est appesanti sur les moments saillants et les repères historiques de la vie syndicale au Congo, notamment ceux de la CSC qui a totalisé ce 8 novembre 2014 ses 50 ans d'existence. Un moment exceptionnel qui, selon Pierre Clotaire Ngolali, permettra de faire le bilan du parcours historique de la CSC. « Cette célébration permettra aux membres de la CSC, non seulement d'évoquer le passé, mais aussi de projeter l'avenir, tout en rappelant quelques faits essentiels ayant marqué le mouvement syndical en République du Congo, depuis l'époque du Moyen-Congo jusqu'à nos jours. Un hom-



Tribune officielle

mage mérité est rendu à tous les dirigeants qui se sont succédé à la tête de la CSC comme Diallo Idriss, Paul Banthoud, Jean Baptiste Missamou, Anatole Kondho, Constant Hobain Gambou et autres » a-t-il déclaré.

En effet, pendant cette rencontre, plusieurs avancées de la CSC ont été rappelées au public. Il s'agit notamment de la promotion des cadres syndicaux, la mobilisation des travailleurs pour appuyer les actions du pouvoir politique, le changement de l'ordre républicain, l'élaboration et l'application de certains codes de travail, l'élargissement dans le secteur privé des conventions et accords collectifs des branches ou d'établissements. Il y a aussi l'institutionnalisation de la

politique salariale à travers le salaire minimum interpersonnel garanti, le règlement de nombreux conflits individuels et collectifs des travailleurs, la modernisation du siège de la CSC à Brazzaville, l'ouverture des bourses de travail dans certaines localités du pays, la création de la Caisse de compensation des prestations familiales, devenue aujourd'hui Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), etc. Rappelons que la CSC a été créée le 8 novembre 1964. La fin de ces retrouvailles a été marquée par un grand apéritif. Une manière pour cette confédération de marquer d'une pierre blanche ses cinquante ans d'existence.

Séverin Ibara

JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ÉCRIVAIN AFRICAIN

Benoît Moundélé Ngolo à l'honneur dans le département du Kouilou

Célébrée chaque 7 novembre de l'année, la journée de l'écrivain sera vécue en différé, le 14 novembre au siège de la préfecture du Kouilou à Loango, avec à l'honneur l'écrivain Benoît Moundélé Ngolo, a indiqué Alphonse Nkala, directeur du livre et de la lecture publique dans le département du Kouilou.

Deux activités sont prévues pour la célébration de cette journée. Le 14 novembre en matinée sera organisée, au siège de la préfecture, une grande rencontre animée par huit éminents critiques littéraires et universitaires qui feront des communications sur les œuvres de Benoît Moundélé Ngolo. Il s'agit de : Claur Kombo, des professeurs Kadiama-Nzuzi, Jean Luc Aka-Evy et Omer Massoumou, de Bienvenu Boudimbu, Marius Ngoya Kessy, Pierre Ntemou et Joseph Ona Sondjo. Le même jour à 19 heures, à l'espace culturel Jean Baptiste Tati Loutard, aura lieu l'adaptation et la représentation théâtrale du livre intitulé « Je plaide non coupable » de l'écrivain, par la troupe Le théâtre des coulisses.

Les écrivains des départements du Kouilou et de Pointe-Noire, ainsi que les amoureux des belles lettres sont invités à ces deux activités. « Nous voudrions voir tous les écrivains et amoureux de belles lettres à cet événement. Qu'ils viennent se joindre à nous pour que la fête soit belle autour de Benoît Moundélé Ngolo, notre écrivain élu cette année », a lancé Alphonse Nkala.

Notons que la direction départementale du livre et de la lecture publique du Kouilou a été la première à organiser cette journée en 2012, en mettant à l'honneur l'écrivain Tchitchélé Tchivela. En 2013, le tour est revenu à Henri Djombo. Cette année, le choix a été porté sur Benoit Moundélé Ngolo, ancien ministre, ancien maire de la ville de Brazzaville et actuel préfet de cette même ville.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

INTEMPÉRIES

Les premières pluies créent de la psychose à Pointe-Noire

Il y a une semaine que les pluies ont véritablement commencé à tomber à Pointe-Noire. Pourtant, elles suscitent déjà des inquiétudes chez certaines personnes vivant dans des zones marécageuses où coulent des rivières non curées. Entre autres catégories sociales inquiétées par le retour des pluies, il y a les vendeurs, élèves et travailleurs à cause des déplacements rendus difficiles par la saison.

La pluie du jeudi 6 novembre a dérangé de nombreux Ponténégrins. Certes des dégâts dans l'ensemble de la ville n'ont pas été enregistrés, mais des grincements de dents sont à signaler ici et là à cause du débordement des eaux de certaines canalisations et rivières non curées. Les marchés par exemple sont dans un état pitoyable. Des vendeurs aux abords de grandes artères ont pataugé dans la boue alors que d'autres ont dû affronter l'ensablement. Si cette saison pluvieuse, qui a démarré en retard à Pointe-Noire, peut s'étendre sur des semaines et des mois, des inondations sont à craindre dans de nombreux quartiers de la ville, surtout ceux qui ont des « libodo », c'est-à-dire des zones ou blocs marécageux

où des rivières et ruisseaux non curés existent.

Cette pluie a servi de prétexte aux chauffeurs et contrôleurs de bus dont les caprices ont ajouté au malheur des citoyens. Au menu : des demi-terrains ou le fameux phénomène de réduction des distances. La pluie a dérangé aussi bien des élèves que des vendeurs et travailleurs, et certains services n'ont fonctionné qu'à demi-temps, timidement ouverts. Ces demi-terrains abusifs dus à la pluie ont occasionné des retards au travail, à l'école et même des absences.

Ces pluies qui commencent à s'abattre sur la ville nécessitent que les services habilités, c'est-à-dire ceux en charge d'assainissement et des voiries urbaines se réveillent vite. Car chaque fois qu'une pluie s'annonce, une certaine psychose traverse la population de certains quartiers soumis aux inondations.

Notons que la ville océane a un réel problème de curage de rivières et ruisseaux. C'est cela qui cause parfois de la psychose chez les riverains à la moindre pluie qui tombe. À ce problème s'ajoute l'absence de canalisation dans certaines artères qui n'est pas sans causer aussi d'ennui à la population.

Faustin Akono

TRANSPORT URBAIN

À quand l'arrivée et la mise en circulation des bus de la municipalité ?

C'est la question que continue à se poser Jean Claude Mabilia, président de l'association de défense des droits des consommateurs du Congo (ADDCC), qui lors d'une interview réalisée le 10 novembre avec les Dépêches de Brazzaville, s'est dit préoccupé par cette affaire.



Jean Claude Mabilia

Jean Claude Mabilia est considéré comme étant la voix des sans voix à Pointe-Noire. Il se préoc-

cupe des conditions des populations qui, selon lui, sont souvent victimes des caprices de la part des transporteurs privés.

L'orateur s'est intéressé à la promesse faite par le gouvernement, d'après laquelle les deux principales villes du pays à savoir Pointe-Noire et Brazzaville seront dotées de bus, destinés au transport en commun, afin de soulager les souffrances des populations. Malheureusement, a-t-il constaté, après une attente sans limite, rien ne semble rassurer les habitants. Voilà pourquoi, il profite de cette interview, pour interroger les autorités municipales sur les dates réelles de l'arrivée de ces bus.

Il semblerait que ces moyens de transport, seraient déjà dans le bateau pour Pointe Noire et auraient une capacité de quatre-vingt et six places.

Et le mercredi 24 septembre, le conseiller du maire de la ville de Brazzaville, David Bemba aurait

confirmé l'arrivée d'un premier lot de 100 bus de marque « Tata » en provenance de l'Inde à partir du 20 octobre. La date étant révolue, l'incertitude ne fait que gagner les cœurs des populations.

Dans son message, Jean Claude Mabilia, a rappelé que le manque de moyen de transport urbain constitue un grand handicap auquel les populations font face. Il serait donc important que cette promesse soit concrétisée, afin d'alléger les souffrances des citoyens des deux plus grandes villes du Congo.

Par ailleurs il a demandé aux autorités qui auront la charge de la gestion de ces bus de faire preuve de patriotisme afin de ne pas tomber dans les mêmes erreurs enregistrées avec PEGASO, l'une des anciennes sociétés des transports. Rappelons qu'il y a une année, l'ADDCC a failli faire une marche citoyenne à Pointe-Noire pour lutter contre le phénomène des demi-terrains. Suite à cela son président était reçu par le préfet de la ville et une commission fut mise en place avec notamment tous les acteurs évoluant dans le secteur des transports urbains afin de remédier à cette situation.

Hugues Prosper Mabonzo

CAN DE TENNIS

Une faible moisson pour les Congolais

Les Congolais n'ont pas vraiment brillé lors de la première journée de la 13e édition de la Coupe d'Afrique des nations de tennis. Chez les dames sur trois concurrentes, deux se sont qualifiées à l'étape suivante mais une seule a gagné sur le terrain : Grâce Denga évoluant en France.

Grace Denga s'est imposée le 10 novembre en deux manches (6-1, 6-2) face à la Malienne Kadia Dabo. Elle s'est engagée à rehausser son niveau de jeu lors de son second match. « Je suis contente d'avoir gagné. C'était un match assez difficile qui s'est joué sous une grosse chaleur. J'ai su faire ce qu'il fallait pour gagner et ne pas perdre au premier tour. Je vais prendre match par match. Je vais me re-entraîner pour rehausser mon niveau afin de gagner mon second match », a-t-elle déclaré au terme de son match.

Violaine Koukou l'a rejointe à l'étape suivante en bénéficiant d'un forfait de son adversaire pendant que Sabrina Nanouh Goma Ikama s'inclinait (6-0, 6-0) devant la Camerounaise Jeannette Flore Mamo. Chez les hommes, les tennismen congolais ont pour la plupart subi la loi de l'adversaire. Bieme Alfred Loubila s'est incliné face à Omikano Augustin Ntomba du Cameroun (6-0, 6-0) pendant que Narcisse Gambou bénéficiait du forfait de son adversaire pour passer à l'étape suivante avant de subir une défaite face au Malien Bagayoko Dramane qui s'est imposé (6-0, 6-1). Habib Gildas Lhebath a été lui aussi battu par le Camerounais Etienne Teboh Worekuwa (6-3, 6-2). Henriquet Ekakala a connu le même sort face



Grace Denga ouvrant le bal de la compétition/photo Adiac

au Togolais Kadangah-Killi (6-0, 6-0). Arnel Mokoba a chuté face à Maïga Yacouba du Mali (6-2, 6-3). La compétition qui a été lancée le 10 novembre met aux prises huit nations notamment : la République démocratique du Congo, le Burkina-Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Congo, le Gabon, le Togo et le Mali. Le président de la Fédération congolaise de tennis, Germain Ickonga Akindou, a salué l'engagement de ces pays qui ont répondu présents malgré la psychose engendrée par la fièvre Ebola. Il a exprimé sa reconnaissance à la Confédération africaine qui confiait le 16 avril à la Fécoten l'organisation de cette compétition de grande envergure. Le ministre des Sports et de l'éducation physique a, quant à lui, apprécié le choix de la Confédération africaine de tennis de confier à la Fécoten l'organisation de cette compétition à dix mois du début des Jeux africains de Brazzaville en 2015. « C'est ici l'occasion d'exprimer la reconnaissance du gouvernement de la République

et de son chef à la Confédération africaine de tennis qui a confié à la Fédération congolaise de tennis l'organisation de cette 13e édition de la Coupe d'Afrique à Brazzaville, berceau de l'olympisme africain », a commenté le ministre des Sports et de l'éducation physique. Pour Léon Alfred Opimbat, en effet, une compétition sportive à l'échelle continentale est une opportunité pour la jeunesse sportive africaine de se retrouver, de se découvrir et de compétir afin de conquérir les performances sportives qui leur permettent de s'évaluer mais aussi de s'appêter à se confronter aux autres jeunes sur le plan mondial. Le ministre a, par ailleurs, assuré l'engagement du gouvernement de la République à l'accompagner dans le cadre du partenariat existant entre les pouvoirs publics et les mouvements sportifs.

La compétition se poursuit ce mardi avec des matches importants pour les Congolaises et d'autres adversaires.

James Golden Eloué

NZANGO

La discipline à la conquête d'autres horizons

Mise en place le 27 juillet, la nouvelle fédération entend relever le défi d'intéresser d'autres pays à la pratique de ce sport non olympique.

L'engagement a été pris lors du conseil fédéral inaugural qui s'est tenu le 8 novembre au Salon VIP du stade Alphonse-Massamba-Débat. Au cours de cette réunion, les membres du conseil ont mis l'accent sur l'organisation des Jeux africains de 2015, le Nzango étant retenu comme

casier de montrer de quoi nous sommes capables », a commenté Blanche Akouala, présidente de la Fédération congolaise de Nzango pendant que le premier vice-président Guy Noël Passi Titov faisait le point de sa mission au Cameroun, laquelle consistait à suivre le dossier du Nzango auprès de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle afin de bénéficier d'un certificat d'invention.

La fédération entend par ail-



Blanche Akouala définissant les grandes lignes de son action/photo Adiac

sport d'exhibition. Les pratiquantes qui ne veulent pas manquer ce rendez-vous profiteront de l'occasion pour assurer sa vulgarisation.

« C'est dans cette compétition que nous allons vendre notre sport Nzango sport à l'extérieur. Ce sera l'oc-

leurs multiplier les stratégies pour former d'ici à la fin 2014, les officiels techniques. La mise en place des ligues, une structuration de base de fédération est aussi à inscrire parmi les priorités de cette année.

J.G.E.

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe (Allemagne, Angleterre, Belgique, Écosse, Espagne, République tchèque, Roumanie, Estonie, Grèce, Russie et Suisse)

Allemagne, 17^e journée, 3^e division

Pitchou Mouaya n'est pas entré en jeu lors de la défaite d'Hallescher face à Sonnenhof Grossaspach (0-2).

Francky Sembolo est resté sur le banc de touche lors du match nul opposant Osnabrück et la réserve de Mayence (0-0).

Angleterre, 1^{er} tour de la Cup

Sans Amine Linganzi, souffrant d'un claquage, Gillingham est éliminé à domicile par Bristol City (1-2), leader de la League One.

11^e journée, 1^{re} division

Stoke City l'emporte à Tottenham (2-1). Titulaire, Steven N'Zonzi a donné une passe sur l'ouverture du score de Bojan. Avec ce revers, les Potters se hissent dans la première partie de tableau avec 15 points.

Belgique, 15^e journée,1^{re} division

Francis Nganga était de retour sur le banc de Charleroi, vainqueur de Mouscron (2-0). Le capitaine des Carolos, qui avait repris la course cette semaine, est resté sur le banc.

15^e journée, 2^e division

Sans Maël Lépicier, en phase de reprise, Antwerp s'incline chez le leader, Lommel United (0-2). Mons bat Malines 3-0. Jordan Massengo était titulaire, tandis que Yannick Loemba est entré en jeu à la 65^e. Une frappe hors cadre à la 69^e.

Ecosse, 12^e journée, 2^e division

Dominique Malonga était titulaire lors de la victoire d'Hibernian à Cowdenbeath (2-1). Remplacé à la 83^e. Hibernian enchaîne un sixième match sans défaite en championnat (3 nuls et 3 victoires) et revient à 3 points du podium.

Espagne, 11^e journée,1^{re} division

Le FC Barcelone réussit décidément bien à Thievy Bifouma : révélé en 2011 lors d'un triplé face à la réserve du Barça, Bifouma a marqué son premier but, samedi, lors de la réception de Messi et ses coéquipiers. À la 37^e, lancé dans le rond central par Soriano, grille la politesse au tandem Bartra-Mascherano et ajuste Navas du gauche. Insuffisant toutefois pour Almeria, finalement battu 1-2 par les Barcelonais.

République tchèque, 14^e journée, 1^{re} division

En déplacement à Pribram, Teplice confirme sa fragilité défensive et ses difficultés du moment (1-1). Franci Litsingi, titulaire, n'a pas brillé, tandis qu'Ulrich Kapolongo a effectué une entrée quelconque à la 82^e. Dzon Delarge était titulaire lors du match nul du Slovan Liberec chez le Hradec Kralové (0-0).

Remplacé à la 79^e.

Roumanie, 14^e journée,1^{re} division

Titulaire, Fodé Doré a été remplacé à la 77^e lors de la courte victoire de Cluj à Botoani (1-0). Avec ce succès Cluj conserve sa seconde place, mais reste à cinq longueurs du leader, le Steaua Bucarest.

Estonie, 36^e et dernière journée, 1^{re} division

Toujours privé d'Allan Kimbaloula, Kalju l'emporte à Tammeka (1-0). Un succès insuffisant, puisque le club de l'ancien Lillois est coiffé au poteau par Flora, qui prend la 3e place, synonyme de préliminaire de la Ligue Europa. Kalju ne jouera donc pas l'Europe la saison prochaine. Notons que le milieu offensif congolais n'a pas joué depuis sa blessure contractée le 7 juillet.

Grèce, 9^e journée,1^{re} division

Delvin Ndinga est resté sur le banc lors de la large victoire de l'Olympiakos face à Panthrakikos (5-1). Le club athénien reste second à 2 longueurs du PAOK Salonique.

Bernard Itoua était titulaire au poste d'axial droit lors du match nul de Plataniyas à Levadiakos (0-0).

Russie, 13^e journée, 1^{re} division

Après deux revers consécutifs en championnat, le Dynamo Moscou renoue avec le succès en remportant le derby face au CSKA Moscou (1-0). Titulaire, Christopher Samba a été averti à la 45e.

Suisse, 15^e journée, 1^{re} division

Aarau et Igor Nganga, titulaire, s'incline à domicile face au FC Zurich (0-1).

Camille Delourme